

SUPPLEMENT

I.

EDIZIONI « RINASCITA »

Les classiques du Marxisme:

LENIN: *Teoria della questione agraria (Théorie de la question paysanne)*

L. 900 tirage 5.000

Petite Bibliothèque Marxiste:

STALINE: *Il Marxismo e la Linguistica (Le Marxisme et la Linguistique)*

100 3.000

Mémoires et biographies:

FEDOROV: *Il Comitato Clandestino in azione (Le Comité Clandestin à l'action)*

1.000 5.000

II.

BROCHURES PUBLIÉES PAR LE CENTRE
DE DIFFUSION DE LA PRESSE

« Editions de Cultura Sociale »

Il Vaticano fra due guerre (Le Vatican entre deux guerres)

500 5.000

KATAEV: *Il Figlio del Reggimento (Le Fils du Régiment)*

350 7.000

BEK: *La strada di Volokolansk (La route de Volokolansk)*

70 10.000

SIBILLA ALFRAMO: *Aiutatemi a dire (Aidez-moi à dire)*

150 5.000

Rééditions:

CARBONE-RADICE: *Vita di A. Gramsci (La vie de A. Gramsci)*

350 7.000

S. MACCARONE: *Un cappellano nell'URSS (Un aumônier en URSS)*

150 2.500

Risoluzioni e decisioni del VII Congresso (Résolutions et décisions
du VII Congrès)

100 3.000

L. LONGO: *Unità operaia (Unité ouvrière)*

100 1.500

R. GRIECO: *Lotta per la terra (La lutte pour la terre)*

60 2.500

Edizioni C.D.S.:

Corsi Marx - Cours Marx

100 50.000

RESTRICTED
U. S. OFFICIALS ONLY

SECURITY INFORMATION

4^e Année N° 1

Rome, Janvier 1952

BULLETIN D'INFORMATIONS

POUR L'ETRANGER

PUBLIÉ PAR LA
DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN
VIA DELLE BOTTEGHE OSCURE, 4 - ROMA

RESTRICTED

CONTROL

U. S. OFFICIALS ONLY

4^e Année - N. 1

Rome - Janvier 1952

BULLETIN D'INFORMATIONS POUR L'ETRANGER

PUBLIÉ PAR LA
DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Au centre de l'activité de notre Parti au cours du mois de janvier se place la session du Comité Central qui a tracé les lignes de l'action à suivre en vue de la lutte pour la paix la liberté et le travail. Nous donnons ci-dessous les principales informations se rapportant à la session du Comité Central aussi bien qu'à l'activité courante de notre Parti.

Voici maintenant nos informations se rapportant à la remise de cartes 1952.

Organisation

La remise des cartes 1952 et le recrutement qui ont lieu pendant les premiers mois de chaque année sous la forme d'une grande campagne politique ont été la tâche fondamentale à laquelle nos organisations ont fait face au cours du mois de janvier.

On calcule qu'au mois de janvier les organisations de base avaient remis les nouvelles cartes 1952 à un nombre de camarades équivalent au 90 % des membres du parti de l'année dernière.

L'année dernière, à la même date ce nombre ne dépassait pas le 85 %.

La remise de cartes a donc été cette année plus rapide que l'année dernière et nous sommes bien éloignés de ce qui arrivait encore en 1947 et en 1948, quand les opérations relatives à la remise des cartes se prolongeaient pendant 4 ou 5 mois. D'ailleurs pour atteindre le 100 % il ne suffit pas de remettre la nouvelle carte à tous les camarades qui en disposaient l'année précédente, mais il faut encore recruter des dizaines de nouveaux camarades afin de remplacer les pertes qui sont provoquées surtout par l'émigration à l'étranger de certains de nos camarades et à des décès.

Cette année la remise des cartes a été caractérisée dans nos fédérations, même les plus faibles, par une aide de l'extérieur aux cellules et aux sections qui se trouvent dans les conditions les plus difficiles et qui n'ont que des possibilités réduites: cette aide a consisté dans l'envoi de « groupe de militants de la remise des cartes et du recrutement ».

Ces groupes ont travaillé le soir et les jours de fêtes et leur emploi a été souvent décisif en vue de la mobilisation des nos organisations les plus faibles. Il faut signaler enfin que cette campagne a été accompagnée, surtout dans les cellules d'entreprise et dans les sections les plus fortes, par un travail énergique afin de constituer les chefs de groupes.

Ci après nous donnons quelques informations sur l'activité développée par la section de presse et propagande:

Presse et propagande

Au cours du mois de janvier l'activité de propagande autour des problèmes de la paix, de la liberté et du travail a été vaste et multiforme. Dans toutes les provinces, à l'occasion de la fin de l'année, le Parti et les organisations de masse ont développé de nombreuses et originales initiatives de propagande pour les vœux de paix. Le salut de Nouvelle Année du camarade Togliatti, publié par « l'Unità » a été reproduit par la presse locale du parti, cependant qu'une série d'affiches, de banderoles-tracts ont été exposés sur les mur de chaque localité et des milliers de tracts, lettres personnelles ont été diffusés.

Le licenciement du camarade Santhia fait par la direction de la Fiat, au début de l'année, a démasqué la politique réactionnaire des monopoles italiens pour instaurer le fascisme dans les fabriques et a suscité une forte agitation pour la défense des libertés démocratiques et du travail: la Fédération de Turin, en particulier, a conduit une grande campagne réussissant à mobiliser les couches les plus vastes de la population, campagne qui a été couronnée par une grève générale et un grand meeting de protestation. D'autre part, le mouvement d'opinion publique pour la solidarité à Santhia et la condamnation des méthodes instaurées à la Fiat a été tellement vaste que, même les éléments sociaux-démocrates ont dû prendre position contre les méthodes fascistes de la Direction de la Fiat. Au centre une affiche murale a été éditée pour dénoncer cette mesure comme conséquence de la politique gouvernementale aux ordres de l'impérialisme américain.

Toujours dans le cadre de la défense des libertés, le scandale suscité par le procès Egidi, scandale qui a ému et attiré l'attention du public italien a montré les méthodes pratiquées par la police italienne pour trouver à tout prix un criminel, passant de la torture à la corruption des faux témoins. Notre presse a soutenu une vigoureuse campagne, cependant que la section centrale de propagande a édité une brochure qui a été diffusée en 200.000 copies, dont 60.000 à Rome. Une forte dénon-

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

clation qui a également impressionné l'opinion publique a été celle de la publication des revenus dénoncés par les riches sous la protection bienveillante du ministre Vanoni.

La campagne de la remise des cartes et du recrutement a continué et a pris encore plus de vigueur après la convocation du Comité Central de notre Parti et des trois propositions lancées par le camarade Togliatti pour réaliser dans notre pays les conditions d'une détente politique. Le 21 janvier, à l'occasion du XXXIème anniversaire de la fondation du P.C.I., ce sont déroulées de grandes manifestations de célébration dans toutes les villes d'Italie. Le camarade Togliatti a parlé à Naples, indiquant la nécessité de donner au pays une nouvelle direction politique et adressant un appel à toutes les forces démocratiques qui luttent pour la paix et la liberté. A Gênes a été organisée une exposition pour le XXXIème anniversaire, cependant qu'à Pologne a été ouverte au public une grande exposition de la Fédération qui donne un cadre des luttes conduites par le mouvement ouvrier et par notre Parti, de sa naissance à nos jours.

Dans le but de soutenir les luttes pour l'augmentation des salaires et pour soutenir le débat au Parlement sur les augmentations des traitements aux fonctionnaires d'état des initiatives d'agitation ont été prises à la base. Au centre ont été édités deux numéros extraordinaires de la revue «Seme» (Séance) pour les paysans méridionaux en lutte pour la terre.

Pour développer et organiser une propagande capillaire, la Section Centrale a publié et diffusé en 20.000 copies un numéro extraordinaire de «Propagande». Chacune des conversations pour les propagandistes des Sections et des Cellules qui doivent servir à l'organisation de milliers de cours pour propagandistes. Les thèmes traités sont: 1) pour un large front de paix; 2) la propagande pour le travail et la liberté; 3) l'organisation comme forme et instrument de la propagande; 4) comment on contrebute la propagande adverse; 5) comment travaille le propagandiste.

A Reggio-Emilie a été organisée une conférence provinciale des lecteurs de «L'Unité» pour une paix durable, pour une Démocratie populaire et à Livourne a eu lieu une assemblée interprovinciale pour populariser et développer la propagande avec projecteurs et films court métrage.

Les numéros 1-2-3-4-5 du «Propagandiste» sont régulièrement publiés et diffusés en 155.000 copies.

Voici l'activité des maîtres démocratiques en vue des prochaines élections administratives:

Mairies démocratiques

Dans les premiers jours de janvier a eu lieu auprès de la Direction du Parti et sous la présidence du camarade Scoccimarro une réunion des Commissions des Administrations locales. A cette réunion ont participé les secrétaires régionaux de la Sicile, de la Sardaigne, du Trentino-Haut Adige et Vallée d'Aoste, les responsables des Administrations locales des 4 Fédérations des chefs-lieux et les responsables de nos groupes de minorité au sein de ces Conseils Régionaux. Au cours de cette réunion a été examinée toute l'activité de nos groupes de conseillers, ont été fixées les directives de leur activité future et examinées les législations particulières qui régissent les élections administratives dans ces 4 Régions.

Les jours suivants s'est également réunie la Commission Centrale électorale et au cours de ces réunions ont été fixé le plan de travail et les directives politiques, d'organisation et de propagande pour les prochaines élections administratives dans l'Italie centro-méridionale.

Le 21 janvier à Naples, a eu lieu, sous la présidence du camarade Togliatti, une réunion élargie de la Commission méridionale au cours de laquelle a été examiné le travail fait par les organisations du Parti de l'Italie méridionale pour préparer la campagne électorale. Dans son intervention le camarade Togliatti a mis en évidence que les camarades du Midi, bien qu'ayant étudié et commencé l'application de plans électoraux avec des vues et des orientations larges et ouvertes, n'ont pas tenu suffisamment compte, ni des expériences du premier tour des élections dans le Nord, ni de l'exigence de lier encore de plus les luttes pour la réforme agraire et la renaissance du Midi aux problèmes particuliers et concrets des Administrations locales pour encadrer les programmes de celles-ci dans la politique méridionaliste qui devra être la plate-forme commune. Le camarade Togliatti a souligné la nécessité de valoriser de plus les listes des indépendants de gauche, la nécessité de divulguer l'oeuvre et les conquêtes de nos Administrations dénonçant en même temps la façon indigne de gouverner de celles adversaires. Togliatti a précisé, en outre, la nécessité de développer notre action de désagrégation du groupement adverse en s'efforçant de poser et de débattre les problèmes sur lesquels les divers groupements réactionnaires sont profondément divisés, soulignant au cours de la campagne électorale les problèmes caractéristiques du Midi et en exigeant un changement de politique étrangère, l'application d'une plus large réforme agraire. Il a été également souligné la nécessité de préciser les programmes électoraux, les revendications et les tâches qu'assumeront dans la lutte les communes démocratiques dans le domaine de la réforme agraire, dans la défense du contribuable, dans le développement de l'assistance, de l'instruction publique, du tourisme, de la construction des maisons d'habitation populaires, etc.; d'aider les listes des indépendants de gauche dans leur action de pénétration dans les couches moyennes économiques et les intellectuels contrôlés par les adversaires et de coordonner la propagande orale avec une attention particulière pour celle capillaire.

Le mot d'ordre et les directives données par l'Assemblée contribueront à améliorer grandement la direction et l'activité politique de toutes nos organisations dans la lutte pour la conquête de positions nouvelles et toujours plus avancées dans le Midi de l'Italie.

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

RECEIVED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

La lutte des femmes mérite une attention particulière.

Mouvement des femmes

L'action en défense de l'enfance acquiert chaque jour plus d'importance dans toute l'Italie.

La premier: Conférence Nationale pour la Défense de l'enfance, dont nous avons parlé dans le bulletin précédent, a eu lieu à Naples les 3, 4 et 5 janvier et a dépassé toute attente pour la participation et l'intérêt suscités parmi les personnalités de la science, de la culture, de la pédagogie, pour les nombreuses délégations des diverses provinces italiennes, pour l'attention apportée par la large couche de la population, pour les thèmes discutés et les propositions qui en ont surgi.

Bien que les participants fussent de tendances politiques les plus diverses et qu'il y eût parmi eux un grand nombre de sans parti, les motions rédigées par les Commissions de la Conférence ont été approuvées à l'unanimité.

Les motions tout en constituant un important document de dénonciation de la situation sanitaire, scolaire, assistantielle et spirituelle de l'enfance italienne, offrent des indications concrètes pour la solution des problèmes les plus urgents.

Nous reportons ici quelques unes de ces motions: de la motion de la Commission sanitaire: demande de fonds en faveur de l'ONMI (Oeuvre Nationale Maternité Enfance); création de nombreux centres d'assistance pour les enfants retardataires; extension de l'assistance scolaire à tous les enfants besogneux; action concrète de protection contre certaines maladies besogneux; action concrète de protection contre certaines maladies sociales (tuberculose, maladies rhumatismales etc); lutte contre les maladies infectieuses de l'enfance etc.

De la motion de la Commission d'Assistance: Fonds pour permettre à l'ONMI de remplir pleinement ses fonctions; application de la loi contre l'exploitation des mineurs; réglementation et application de la loi pour la tutelle des ouvrières mères et son extension aux autres catégories de femmes; discussion et approbation des projets de loi présentés en défense de l'enfance et pour la protection de la population scolaire contre la tuberculose; approbation du projet Silipo sur les patronages scolaires et du projet Turchi sur l'obligation dans le bilans communaux d'allocations pour l'assistance à l'enfance; approbation du projet Rossi pour l'allocation de 10 milliards à l'ONMI pour l'assistance aux enfants des zones inondées.

De la motion de la Commission psychologique: garantir à la mère les ressources matérielles pour pouvoir soigner l'enfant pendant la période de l'allaitement; abolir les orphelinats dans leur organisation actuelle en les remplaçant par des maisons modernement équipées, où les enfants puissent vivre tranquillement sans aucune différence entre les enfants légitimes et illégitimes; assurer par des écoles maternelles, jardins d'enfants, cours l'assistance coulee aux enfants à qui manque l'assistance de la famille; organiser une assistance sociale qui soit capable d'aider les familles à résoudre les problèmes de l'éducation des enfants et une assistance psychologique scolaire; rendre obligatoire l'enseignement de la psycho-pédagogie moderne aux instituteurs et éducateurs.

De la motion de la Commission d'éducation: préparation d'un plan organique de construction de bâtiments scolaires qui réponde à l'obligation d'instituer une école dans chaque localité avec précédent pour les zones pauvres; allocation de fonds pour les Patronages scolaires; reconnaissance de la part de l'Etat, de son devoir d'organiser des écoles maternelles d'état dans toutes les communes; achèvement des cours élémentaires avec l'institution des IVème et Vème classe là où elles n'existent pas.

La motion conclusive de la Conférence est d'une importance particulière. Elle souligne que la solution des graves problèmes de l'enfance est une question de telle importance qu'elle exige la collaboration de tous; elle affirme que pour la sauvegarde de l'élément fondamental de la Société, la famille, et pour chaque progrès civil du pays il est indispensable, au delà de toute divergence politique et idéologique, que tous s'unissent pour la défense concrète de la paix. La réunion de Naples a en outre voté, à l'unanimité, l'ordre du jour d'adhésion à la Conférence Internationale pour la Défense de l'Enfance qui aura lieu à Vienne.

A la suite de la Conférence de Naples s'est intensifié dans toutes les provinces italiennes l'action de dénonciation de la situation de l'enfance italienne et la présentation de propositions concrètes pour sa solution. Une des phases importantes de cette activité est représentée par les « Assise Populaire pour la Défense de l'Enfance » qui sont organisées sur large échelle, communale, provinciale et nationale en préparation à la Conférence Internationale de Vienne. Ces « Assise » seront de large débats populaires basés sur un examen attentif de la situation de l'enfance, localité par localité et qui devront donner naissance à de véritables plans pour la solution de ces problèmes.

Comme action concrète dans la lutte contre la presse adversaire qui a, surtout, à travers les journaux illustrés, une large diffusion parmi le public féminin, le Secrétariat de l'UDI National a décidé de publier, à partir du mois de février, une édition méridionale de la revue « Noi Donne ». Les raisons de cette décision sont à rechercher dans l'exigence de donner aux femmes méridionales une revue qui traite, dans un langage plus simple et plus près des conditions de vie des populations du sud, les problèmes de la femme, des familles, de l'enfance du Midi de l'Italie. liés aux grands problèmes de la réforme de structure dont la solution est indispensable pour résoudre la question déridionale italienne.

L'édition méridionale de « Noi Donne » (8 pages de la revue seront changées) se propose, outre à l'objectif immédiat d'orienter les femmes pour les prochaines élections administratives, de contribuer concrètement au développement et à l'organisation d'un mouvement féminin démocratique du sud toujours plus large, en devenant l'expression de pensée et un important instrument de lutte. Actuellement « Noi Donne » est diffusée dans le Sud en peu de milliers de copies.

La participation des femmes à la lutte pour le niveau de vie des masses populaires italiennes, pour l'augmentation des salaires et pour obtenir la diminution de la différence existante entre les salaires des hommes et des femmes, s'intensifie dans tout le pays. Un projet de loi ayant trait à l'application du principe de la Constitution de la République italienne qui affirme: La femme qui travaille a les

RECEIVED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

RESTRICTED
U.S. OFFICIALS ONLY

mêmes droits pour travail égal, les mêmes rétributions que l'homme, est actuellement à l'étude auprès des bureaux compétents de la C.G.I.L.

Entre les diverses actions en cours citons la lutte commencée par les ouvrières des fabriques de tabac pour la stipulation d'un nouveau contrat national de la catégorie; le premier épisode significatif dans cette première phase de la lutte est l'agitation qu'ont menée sans interruption pour plus de 20 jours les ouvrières du tabac de Chieti et de Lanciano et qui a vu la pleine solidarité des populations et des autres catégories de travailleurs de la Province.

Parmi les ouvrières qui travaillent à saison nous avons des exemples significatifs de combativité et de lutte. A ce propos a été présenté au Secrétariat du Parti, sur l'initiative de la Commission féminine de la Direction du P.C.I., un document concernant la situation des ouvrières à saison et quelques propositions pour une meilleure défense de leurs droits, de leur organisation et pour une incorporation plus décisive de cette masse de femmes dans le mouvement démocratique italien.

Les ouvrières à saison (celles qui récoltent les olives, les châtaignes, les jasmins et celles qui écrasent les amandes, qui enfilent les ligues, qui recueillent les oranges, qui préparent la conserve de tomates etc.) constituent une masse d'environ 500.000 femmes, surtout nombreuses dans les régions du sud de l'Italie. Leur travail, qui, le plus souvent, n'est pas régi par un contrat, a lieu dans les conditions de surexploitation ignoble. La situation des salaires pour ces femmes est des plus graves, elles reçoivent un salaire moyen qui varie de 95 à 500 lires par jour. Leur journée de travail est bien souvent, de 10 et quelquefois de 14 et 16 heures. Les conditions hygiéniques et sanitaires dans lesquelles elles travaillent sont terribles et aucune forme d'assistance n'est prévue pour elles.

L'organisation et le contact avec ces ouvrières sont particulièrement difficiles, car elles passent d'un travail à l'autre et aussi dans divers secteurs (de l'agriculture à l'industrie, au commerce et vice-versa); bien souvent elles vont de village en village (quelquefois de province en province), sont concentrées en petits groupes, etc.

Au cours de ces dernières années, bien souvent, ces ouvrières ont réagi à la situation d'ignoble surexploitation à laquelle elles sont contraintes; ces réactions se sont développées en luttes locales qui se sont souvent conclues victorieusement dans un certain nombre de centres de quelques régions (Calabre, Sicile, Pouilles, Latium, Ombre etc.).

Le problème, étant donné la masse considérable des femmes intéressées, la situation particulière des salaires extrêmement bas et les horribles conditions de vie et de travail, réclament l'attention du mouvement féminin démocratique dans son ensemble et de tous les syndicats intéressés (Fédération de Ouvriers agricoles, alimentation commerce).

C'est dans cette direction qu'a commencé l'activité, après l'approbation de la part du Secrétariat du Parti du document présenté, en se basant exclusivement sur les points suivants:

Campagne de presse et de propagande pour dénoncer à toute l'opinion publique italienne les conditions inhumaines de travail et de vie des ouvrières à saison.

Revendiquer et exiger la stipulation de contrats de travail qui garantissent un salaire proportionné et tutèlent les droits syndicaux des ouvrières.

Exiger l'inscription des ces ouvrières dans les listes des bureaux d'anagraphie et le respect de la loi sur le placement au moyen de l'institution de commissions de contrôle avec une attention particulière pour la main d'oeuvre qui se déplace.

Développer une vaste activité pour l'assistance voulue aux ouvrières et à leurs enfants.

Parmi les diverses luttes de ces ouvrières au cours de ce mois, citons celle des ouvrières récolteuses d'olives de Rossano dans la province de Cosenza (Calabre) pour obtenir un plus juste contrat de travail. Cette lutte menée pendant au moins 3 mois s'est conclue victorieusement au mois de janvier; y ont participé 4.000 ouvrières, dont environ 2.000 originaires d'autres communes de la province.

Nous faisons suivre des informations se rapportant à l'activité du Parti dans le domaine syndical et économique:

Travail syndical

La Session du Comité Central du P.C.I. qui s'est réunie du 5 au 8 janvier a consacré une partie importante de ces travaux aux problèmes de la lutte et de l'organisation syndicale.

Ces problèmes ont été à la base du rapport du camarade Longo, Vice Secrétaire du Parti et des interventions de nombreux membres du Comité Central et de la Direction du Parti qui en ont examiné les divers aspects: action pour le développement de la production, contre la surexploitation, lutte pour l'augmentation des salaires, action pour l'unité de la classe ouvrière.

En relation à ces objectifs fondamentaux a eu lieu une ample discussion sur le renforcement des organismes de classe et les moyens aptes à les rendre plus efficaces.

Le gouvernement tend à donner vie aux ainsi-dits «Comités pour la productivité» qui ne sont autres que des moyens pour augmenter l'exploitation des classes laborieuses, pour obtenir la stabilisation du niveau actuel de production avec l'emploi d'une main d'oeuvre encore moins nombreuse causant ainsi une accroissement ultérieur du chômage.

C'est pourquoi le Comité Central du Parti a souligné énergiquement l'exigence de la lutte au moyen d'une large action de masse, pour imposer la reconnaissance des Conseils de Gestion qui posent le problème de l'augmentation de la production selon le point de vue de la classe ouvrière et de l'intérêt national, dans les termes suivants: augmentation du volume total de la production; baisse des prix au moyen d'une politique de plein emploi de tous les moyens de production et le renouvellement de l'équipement; exclusion des dépenses improductives liées au réarmement.

L'ennemi de classe tente par tous les moyens - par la violence ouverte, au moyen de la corruption, par l'intermédiaire des syndicats scissionnistes - de diviser la classe ouvrière et les classes laborieuses. Le Comité Central a indiqué les moyens de contre-

RESTRICTED

U.S. OFFICIALS ONLY

U. S. OFFICIALS ONLY

attaquer sur ce terrain décisif et a consacré une attention particulière au problème des Commissions Internes qui doivent être considérées comme instruments fondamentaux unitaires au sein de l'entreprise, qui représentent tous les travailleurs sans distinction de courants syndicaux et idéologies politiques devant la direction de l'entreprise.

Les questions se rapportant au renforcement des organisations syndicales ont été également amplement discutées: décentralisations des organisations horizontales, en créant autour des Chambres du Travail provinciales une série de Chambres du Travail régionales et de mandat, décentralisation des syndicats plus nombreux qui doivent être divisés en ligues locales, développement du réseau des militants syndicaux dans les entreprises.

Le Comité Central a décidé d'élargir le mouvement des «constructeurs» (communistes envoyés dans les organisations du Parti dans les usines pour «construire» l'organisation syndicale, dont nous avons parlé dans le numéro précédent) qui ont donné de bons résultats et qui se sont révélés moyen excellent pour rendre actifs tous les travailleurs dans les organisations de classe.

La Section Travail de Masse du Comité Central du P.C.I. est déjà à l'œuvre pour rendre exécutoires ces décisions. Celle-ci a préparé un large programme de travail à réaliser en collaboration avec les camarades de la C.G.I.L., des Chambres du Travail et des Syndicats.

Une série d'initiatives tendant à largir les Conseils de Gestion sont à l'étude et en partie exécutés; d'importantes réunions des Comités de Courant (dirigeants communistes des organisations syndicales) des grandes catégories comme les métaux, les travailleurs de l'industrie chimique etc., sont en voie de préparation. Ceux-ci avec les masses ouvrières du grand triangle industriel Italien (Gênes, Turin, Milan) devront constituer l'avant-garde de la bataille pour l'augmentation des salaires.

Toute une série de réunions des camarades des Sections Travail de masse des Fédérations du Parti, des camarades des principales Commissions Internes, des syndicats, etc., sont en cours pour la mise en exécution des délibérations du Comité Central, cependant que le travail des «constructeurs» se développe.

La Section Centrale d'Travail de Masse et les organismes de cette Section au sein des Fédérations Provinciales du Parti sont en même temps engagées dans la préparation de l'Assemblée de Naples qui a comme but d'organiser la lutte des travailleurs méridionaux pour que le respect des contrats collectifs de travail et des droits de prévoyances prévus par les lois, soit aussi appliqué en Italie méridionale.

Au moment où les travailleurs italiens luttent pour une augmentation générale des salaires il est nécessaire qu'on commence par conquérir l'uniformité du rassemblement au point de départ, rendant égales les conditions de travail et de rétributions du Midi à celles des autres régions de l'Italie.

Mais l'Assemblée du Midi a encore une autre caractéristique qui rend toujours plus claire au Pays la fonction nationale de la classe ouvrière italienne. Personne ne peut, en effet, ne pas voir l'esprit unitaire de cette initiative qui tend à rendre égales les conditions de vie du Pays tout entier.

C'est pour cette raison que l'Assemblée du Midi s'annonce déjà au cours de sa préparation, comme une grande assemblée où les représentants de toutes les couches productives et intellectuelles de l'Italie Méridionale voisineront avec la classe ouvrière, décidées à accomplir, guidées par la classe ouvrière, un pas important en avant vers la solution du «problème méridional».

La lutte dans les campagnes

Dans quelques provinces et en particulier dans celle de Bologne on existent de grandes exploitations à ferme et où travaillent des ouvriers agricoles, ceux-ci sont en pleine lutte pour la conquête de la stabilité sur le domaine, pour la direction commune de l'exploitation, pour la réalisation des œuvres de transformation foncière et agraire, pour l'amélioration économique de leurs conditions de vie. Pour atteindre ces objectifs, les ouvriers agricoles se battent contre la violente réaction agraire et gouvernementale pour modifier le système actuel de distribution de la main d'œuvre appliqué par les Bureaux gouvernementaux de placement et basé sur la répartition égalitaire du travail disponible entre tous les travailleurs de la terre.

Les ouvriers agricoles revendiquent au contraire le droit de pouvoir travailler toujours dans une exploitation déterminée, car ceci leur permet de connaître le mécanisme de la production, d'intervenir dans le processus de production de l'entreprise agricole par l'intermédiaire des conseils de domaine qu'ils élisent, de lutter pour la réalisation des plans d'entreprise de transformation agraire et foncière décidés au cours de l'assemblée de tous les travailleurs agricoles qui travaillent dans cette exploitation, de lutter pour la stabilité et pour la transformation des rapports actuels d'amodiation.

Dans les campagnes s'élargit de plus en plus l'action compacte des travailleurs contre les décisions prises par la majorité démocratique au sein de la Commission de l'Agriculture du Sénat pendant la discussion de la loi sur la réforme des contrats agraires, déjà approuvée au Parlement, décisions qui arrachent aux paysans certaines de leurs principales conquêtes contractuelles de ces dernières années de lutte. A Perugia se sont déroulées de grandes manifestations, témoignant des luttes dans toute la province; à Ravenne tous les travailleurs de la terre ont suspendu le travail pendant une journée entière.

Dans diverses localités le mouvement unitaire des paysans contraint même les dirigeants des organisations syndicales scissionnistes à s'exprimer en faveur de l'approbation immédiate de la loi de réforme des contrats agraires comme elle a été approuvée au Parlement.

Dans les territoires de la Vallée du Pô, dans la province de Ferrara, des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles et de paysans, face à l'inactivité du Gouvernement absorbé par les plans du réarmement atlantique, ont occupé les digues du Pô, ont commencé les grèves «à l'envers» pour la systématisation des digues.

RESTRICTED CONTROL

U. S. OFFICIALS ONLY

Les travailleurs de la terre soulignent la mise en route immédiate des travaux d'endiguement indispensables pour empêcher la répétition des graves désastres provoqués à l'économie nationale par les récentes inondations. En même temps s'étend la lutte des ouvriers agricoles dans les domaines des grands propriétaires fonciers pour l'exécution des travaux d'amélioration des terres, pour l'immédiate expropriation des terres comme fixée par la loi « Stralcio » et pour réclamer que soit étendue à d'autres territoires l'application de la loi foncière.

Ces derniers mois, de nombreuses Fédérations du Parti ont discuté, au cours d'importantes réunions des comités directifs, le problème de la renaissance économique et civile des zones montagneuses.

Les conditions de vie dans nos montagnes s'aggravent toujours en conséquence de la politique impérialiste des groupes dirigeants au cours des derniers décennies.

Si l'économie nationale a été frappée si durement par les désastres causés par les récentes inondations ceci est dû en grande partie au grave état de dégradation économique de la montagne. Au cours de la dernière session du Comité Central le camarade Togliatti, dans son intervention, a souligné devant tout le Parti l'importance du problème de la renaissance économique et civile de la montagne et comment cette question doit être liée au problème du changement de la politique de guerre actuelle du Gouvernement.

Le problème de la mobilisation des paysans de la montagne qui sont dans leur majorité des petits propriétaires exploités, le problème de leur organisation, de l'élaboration de leurs revendications dans le cadre d'une action pour la défense de l'économie de la montagne, est devenu une des principales tâches de la politique agraire du Parti.

Section économique

Le 12 janvier 1952 s'est réuni, sous la présidence du camarade Scoccimarro, la Commission Economique Nationale à laquelle avaient été invités, entre autres, les secrétaires des Comités Régionaux du Parti et les diverses commissions de travail.

La Commission Economique Nationale s'est réunie pour élaborer et concrétiser les directives posées par le VII Congrès National du Parti en ce qui concerne le travail à faire dans le domaine économique pour contribuer à rejoindre les objectifs précisés par la Direction du Parti, réunie les 14 et 15 novembre, ainsi que pour préciser son plan de travail en rapport aux conclusions de la IIIème session du Comité Central. Avant tout elle a exprimé à l'unanimité la nécessité de proposer au pays des initiatives de réformes de structure et de passer dans tout le pays à une action vaste et différenciée de mobilisation des masses populaires qui porte à la présentation au Parlement de projets de nationalisation du trust chimique Montecatini et des monopoles électriques.

Ces initiatives ont été reconnues actuelles et indispensables dans le cadre de la situation présente qui a démontré la nécessité d'une action politique concrète du Parti sur les problèmes vitaux du pays action qui ne se limitant pas seulement à l'agitation et la propagande, ouvre des possibilités concrètes de succès aux forces démocratiques.

La Commission Economique Nationale a ensuite approuvé les lignes directives des projets de loi élaborés par la Section Economique sur mandat du Secrétariat du Parti pour la nationalisation de la Montecatini, des monopoles d'électricité, pour un programme organique de construction d'habitations, de lutte contre l'existence des taudis et pour un plan organique d'assistance sanitaire gratuite aux familles pauvres.

En outre, la Commission a décidé de commencer l'élaboration d'un projet de loi pour la réorganisation et la démocratisation de l'Istituto Ricostruzione Industriale et une commission spéciale a été nommée dans ce but.

Pendant la discussion a été souligné surtout la justesse des indications précises sur les secteurs qui doivent être frappés par les lois de réforme industrielle: secteur électrique, secteur chimique et trust des entreprises IRI. Ceux-ci sont en effet les secteurs fondamentaux de l'activité économique italienne où existent déjà les conditions objectives les plus avancées, les conditions subjectives les plus mûres, les plus grandes possibilités de faire converger les alliances d'intérêts les plus divers et donc les plus grandes possibilités de succès même partiels.

Il a été aussi souligné que les projets de lutte contre l'existence des taudis et pour l'assistance sanitaire gratuite correspondent étroitement au caractère immédiat et urgent des problèmes imposés par la réalité. Ces initiatives peuvent, d'autre part, permettre une large mobilisation populaire.

Cependant que le problème politique du premier projet de loi a été résumé dans le fait de proposer le problème de l'habitation comme service public justement parce qu'aujourd'hui l'initiative privée ne peut d'aucune manière résoudre la situation qui s'est créée, d'autre part l'élément nouveau du second projet de loi est la définition juridique de l'état de pauvreté qui n'est plus classifié comme « indigence ».

Les éléments fondamentaux de ces deux projets législatifs qui prévoient la fonction dominante des initiatives des communes et des provinces ont été aussi approuvés.

Quant au caractère des lois de réforme il a été souligné qu'elles ne sont pas des lois socialisantes et non plus des lois bourgeoises basées sur des intérêts capitalistes, mais des lois démocratiques qui, dans le cadre étroit de la Constitution républicaine, ont comme objectif de frapper directement les monopoles ou leur politique. Elles représentent des solutions transitoires, donc elles font faire des pas en avant pour la création des conditions objectives et subjectives à des solutions socialistes.

Il a été indiqué que le contenu des lois de réforme consiste dans la nationalisation des sociétés monopolistes (et non dans le monopole d'état de ces secteurs), dans l'autonomie administrative et dans la gestion industrielle à travers la transformation des groupements privés en personnes juridiques publiques. Une des questions importantes qui devra être définie est celle qui concerne la concrétisation des directives fondamentales qui devront caractériser la politique de production des trusts nationalisés.

Quant au contenu social il a été considéré opportun de se baser sur deux directi-

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

ves: contrôle parlementaire sur la politique économique des secteurs nationalisés, et conseils de gestion pour le contrôle de l'exécution de cette politique.

Au cours des interventions a aussi été indiqué la nécessité de faire un effort pour rendre plus clair et pour réaliser d'une manière concrète dans la lutte conduite dans le secteur économique et syndical et pendant le développement des luttes mêmes, le lien qui existe entre la lutte pour l'augmentation des salaires et la lutte pour les réformes de structure et entre cette lutte et la lutte contre le réarmement.

Une partie de la discussion a été consacrée aux conséquences économiques et sociales des inondations aussi bien dans leur aspect immédiat que dans leur aspect structurel comme destruction du patrimoine et comme frein au développement du revenu national.

Quelques camarades ont été désignés pour résoudre des zones montagneuses, dans son ensemble; ils collaboreront à la commission déjà constituée dans la section agricole.

Pour l'organisation dans le pays d'une vaste action d'agitation et de lutte dans le but de mobiliser toute l'opinion publique sur les projets de réforme, sur le plan extraordinaire de construction d'habitations, sur le projet d'assistance sanitaire et sur le problème des zones montagneuses, la Commission économique a retenu nécessaire de commencer l'action d'agitation et de lutte en partant de la base, de la fabrique. Le travail nécessaire devra être fait aussi au sein des groupes parlementaires qui ont été chargés de préparer tous les projets de loi.

Les communes et les provinces devront avoir une fonction de premier plan dans le développement de cette action, considérant leur position de protagoniste précisée dans les deux lois citées.

La Commission Economique a discuté enfin le caractère et le degré de préparation de la Conférence Economique Internationale de Moscou.

Voici l'effort des jeunes dans les luttes générales:

Mariemér des Jeunes

Les 23 et 24 janvier a eu lieu une Conférence Nationale de la F.G.C.I. pour examiner le travail fait par les étudiants qui représentent une partie importante de la jeunesse de notre pays.

La Conférence Nationale a relevé l'insuffisance de notre travail, mettant pourtant en lumière les progrès qui ont été réalisés (comme le démontrent les récentes élections universitaires) et la capacité d'action et de mobilisation des étudiants communistes manifestée à l'occasion de luttes économiques, politiques et culturelles.

L'exigence fondamentale nait de cette Conférence est celle de donner à notre travail un caractère plus large, le caractère d'un mouvement général, idéal et de culture dans le sens le plus large, qui réussisse à donner son empreinte à toutes les initiatives et les activités particulières.

«La tâche de étudiants communistes -- a dit le camarade Berlinguer dans sa relation à la Conférence -- est de défendre et de faire valoir les valeurs de la culture nationale, moderne, laïque, en premier lieu, l'école et l'Université frappées par l'offensive cléricale. Donner vie à un mouvement unitaire qui entraîne les plus larges masses des jeunes étudiants, lié à des traditions et des initiatives locales de lutte qui tendent à cet objectif commun».

Ce vaste mouvement politique et culturel devra établir un lien profond des étudiants avec la vie de la nation, les porter à se battre pour les grands mots d'ordre qui sont ceux du mouvement ouvrier et du mouvement démocratique: pour la liberté, l'indépendance nationale, le travail, pour les réformes de structure et surtout pour la paix du maintien de laquelle dépendent l'avenir de l'Italie, l'existence même de la culture.

Il s'agit de surmonter le caractère étroit que notre travail a eu jusqu'à aujourd'hui, de diviser notre mouvement en une série d'initiatives liées à la situation concrète: de la lutte pour la défense des intérêts des étudiants aux discussions sur le contenu de l'enseignement, sur le cinéma, sur l'histoire, etc...; de la popularisation des concours lancés par les Olympiades de la Jeunesse (Enquêtes sur l'école, monographie etc...) à la constitution de cercles culturels, cercles de cinéma, séminaires, groupes d'étude et ainsi de suite.

La lutte contre tout acte qui met en péril la paix du monde et le développement d'une action énergique pour la défense de notre indépendance contre l'asservissement de notre pays à l'impérialisme américain ont surtout une grande importance. Dans le cadre de cette lutte une des tâches importantes des étudiants communistes est de clarifier aux étudiants qui tendent vers le mouvement nationaliste, comment les dirigeants de ce mouvement, maintenant clairement filo-atlantique et «européiste» trahissent leurs aspirations de renaissance, d'indépendance et de dignité nationale et de les conquérir à la cause de la paix et de la démocratie.

Le 29 janvier toutes nos organisations ont célébré le XXXIème anniversaire de la F.G.C.I. au cours d'assemblées solennelles, soirées de la jeunesse, pèlerinages et visites aux lieux historiques pour la F.G.C.I. Dans le cadre des célébrations, l'éducation des dizaines de milliers de jeunes nouveaux inscrits à la F.G.C.I. a été l'objet d'une attention particulière. Dans ce but des cours brefs, des conférences et des discussions sur le statut de la F.G.C.I. ont été organisés dans les sections et dans les cellules pour les nouveaux inscrits.

Voici enfin des informations sur l'activité de nos groupes parlementaires:

Groupes Parlementaires

La Chambre des Députés a repris ses travaux le 15 janvier.

Du 15 janvier au 1er février la Chambre a été presque exclusivement engagée dans un débat qui a profondément passionné l'opinion publique et qui a donné lieu à des événements politiques de grande importance: la discussion a eu lieu sur le projet de loi «Révision du traitement économique des fonctionnaires d'Etat», c'est à dire la loi sur l'augmentation des traitements aux fonctionnaires.

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

U. S. OFFICIALS ONLY

La discussion a été un grand succès pour l'opposition étant donné que la bataille en faveur des revendications de plus d'un million de travailleurs, employés d'Etat, a été couronnée par quelques votes qui ont vu le gouvernement plusieurs fois battu et contraint à poser la question de confiance pour se sauver et éviter la démission.

Dans le débat, commencé le 15 par une discussion de caractère général, sont intervenus successivement et avec grand succès les camarades Maglietta, Lozza et Di Vittorio (relateur de la minorité): tous les orateurs, en se référant à l'augmentation du coût de la vie (augmentation de plus de 13% à partir de 1950), ont demandé que les traitements des fonctionnaires d'Etat soient sensiblement augmentés respectivement aux concessions dérisoires faites par le gouvernement et portés au moins à 13%, de manière à compenser l'augmentation du coût de la vie.

A la suite du développement du débat et de la pression des employés d'Etat, le groupe parlementaire démocrate-chrétien perdait son unité et même les députés syndicalistes démocrate-chrétiens prenaient position contre le gouvernement: le gouvernement dut donc faire des concessions en annonçant qu'il aurait porté les subventions pour l'amélioration des traitements des fonctionnaires d'Etat de 50 milliards, accordés par la Commission (point de départ 45 milliards) jusqu'à un maximum de 59 milliards.

Cependant l'opposition continuait à se battre pour des augmentations plus importantes et de même faisaient les syndicalistes démocrate-chrétiens pour ne pas se démasquer devant la propre base.

Au cours de la discussion des articles, un amendement proposé par le camarade Di Vittorio pour que soit assurée à tous les employés d'Etat une augmentation minimum de 13,5% était repoussée seulement pour 12 voix: 206 - pour et 217 - contre.

Cependant au cours de la séance du 25 janvier un amendement du syndicaliste démocrate-chrétien Cappugi, demandant l'assurance d'une augmentation minimum de 2.0000 liras à chaque employé d'Etat (c'est à dire une position intermédiaire), amendement auquel le Gouvernement s'opposait farouchement, était voté par 228 voix pour et 211 contre.

Le Gouvernement battu tentait par tous les moyens de faire revenir la Chambre sur son vote. Et ceci inutilement, car sur un autre amendement Cappugi (selon lequel les 2000 liras ne devaient pas être compris dans les autres augmentations et améliorations de caractère accessoire par rapport au salaire) auquel le Gouvernement s'était également farouchement opposé celui-ci était nouvellement battu au cours de la séance du 30 janvier: 252 pour et 246 contre l'amendement Cappugi.

Communistes, socialistes, sociaux-démocrates, républicains, libéraux, monarchistes, fascistes et même quelques dizaines de démocrate-chrétiens, unis dans le secret de l'urne, avaient battu le gros de la majorité démocrate-chrétienne.

Après ce vote de laborieuses réunions de ministres et de leaders de la Démocratie chrétienne eurent lieu: il fut décidé de fouler aux pieds le vote de la Chambre en posant la question de confiance, un vote public par appel nominal de manière que les députés dissidents démocrate-chrétiens n'eussent pas le courage de s'exposer publiquement et de se faire individualiser, et de demander ce vote ne fixant une limite maximum de 61 milliards aux dépenses nécessaires pour les augmentations et les améliorations des traitements.

Le président du groupe démocrate chrétien Bettiol, presenta donc une proposition dans ce sens et le Président du Conseil De Gasperi posa la question de confiance sur le vote concernant la proposition Bettiol. Mais, étant donné que le règlement de la Chambre des Députés italienne n'aurait pas consenti la votation publique par appel nominal sur une telle question, la majorité démocrate-chrétienne, en contraste ouvert avec la Président de la Chambre, le Démocrate-chrétien Gronchi, imposait arbitrairement le vote par appel nominal.

Et encore une fois l'isolement du groupe démocrate-chrétien se répétait: tous les autres groupes se prononcèrent par des déclarations devotes contraires à la proposition Bettiol: le camarade Togliatti en prenant la parole cloua le Gouvernement à ses propres responsabilités, à ses propres tristes erreurs. Mais sauf un petit groupe de syndicalistes, les reste des dissidents démocrate-chrétiens n'eût pas le courage de voter publiquement contre le gouvernement et de cette façon le Gouvernement obtint la confiance par 285 voix contre 233.

52 voix de majorité - limite la plus basse sur les votes de confiance à appel nominal atteint par le Gouvernement De Gasperi qui, ordinairement avait à son avantage une majorité d'environ 200 voix.

Le débat sur les fonctionnaires d'Etat a marqué deux résultats largement positifs:

- 1) On est réussi à porter les subventions en faveur de cette catégorie de travailleurs, de 50 milliards à 61 milliards.
- 2) L'isolement de la démocratie chrétienne s'est aggravé et au sein même de ce parti s'est aggravé le malaise et la désagrégation interne.

Au cours du mois de janvier l'activité du Sénat s'est concentrée sur deux arguments importants: Mesure pour l'application du XIIème règlement des dispositions transitoires et finales de la Constitution (Interdiction de reconstitution du parti fasciste et répression des activités neofascistes) et Ratification du Traité par lequel se crée la communauté européenne du charbon et de l'acier (Plan Schuman).

Le premier projet de loi, sur initiative gouvernementale, a donné lieu à une ample discussion au cours de laquelle les camarades Platone, Bauli et Terracini ont précisé le point de vue du Parti Communiste sur les raisons d'ordre social qui ont consenti, non seulement la reprise des manifestations nostalgiques, mais aussi la reconstitution d'un mouvement de type fasciste dans notre Pays. Le camarade Scoccimarro en soulignant que ce n'est pas par une loi répressive que l'on peut barrer la route aux périls qui menacent la démocratie comme conséquence de l'incapacité du Gouvernement de résoudre les problèmes sociaux qui sont à la base de l'actuel mécontentement, malgré le suspect légitime que cette mesure en examen soit dirigée plus qu'à des buts déclarés, à des buts non déclarés mais supposables comme manoeuvres électorales, a annoncé que le Groupe Communiste aurait voté en faveur, se réservant de proposer les améliorations et les corrections de la loi qui en concrétise

U. S. OFFICIALS ONLY

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

l'application en y excluant toute ingérence du pouvoir exécutif pour la réserver exclusivement au pouvoir judiciaire.

Le Plan Schuman a été l'objet d'un examen de la part des Commissions: Industrie, Finances et Trésor, Etrangère; les deux premières commissions ont été invitées à exprimer leur opinion du point de vue technique et économique. La troisième a été chargée de préparer la relation pour l'Assemblée.

L'examen des Commissions a été long et minutieux et a occupé de nombreuses séances. En général, l'attention a surtout été attirée sur les défauts techniques et les graves répercussions de caractère économique que l'application du plan même auraient pour notre Pays. Pourtant la Commission des affaires étrangères a conclu par l'approbation de la ratification.

Le débat au sein du Sénat est prévu pour le mois de mars.

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

DOCUMENTS

SECURITY INFORMATION

RESOLUTION APPROUVEE PAR LE COMITE CENTRAL DU P.C.I. AU COURS DE SA SESSION DU 5 AU 7 JANVIER.

Le Comité Central du Parti Communiste Italien attire l'attention du Pays sur la gravité exceptionnelle de la catastrophe qui l'a frappé, à cause des inondations des mois d'octobre et de novembre, les provinces de Nuoro et de Cagliari en Sardaigne, les provinces orientales de la Sicile, les provinces de Reggio de Calabre et de Catanzaro et, encore plus durement, le « Polesine » et d'autres vastes zones de la Vallée du Po.

L'ampleur du désastre et ses conséquences sur l'économie du Pays ne s'expriment que partiellement dans les chiffres, énormes d'ailleurs, des dommages, qui ne peuvent être calculés qu'approximativement en quelques centaines de milliards.

Aucun optimisme officiel ne peut cacher désormais les conséquences tragiques, profondes et durables, que les désastres d'automne sont malheureusement destinés à provoquer sur toute la vie civile d'un pays comme le nôtre, ayant une structure économique déjà faible, qui se voit frappé dans le Midi et dans les zones traditionnellement pauvres et en pleine décadence, et dans la Vallée du Po dans un des rares centres vitaux de son système productif. Aucun optimisme officiel ne peut cacher désormais le fait que, deux mois environ depuis le désastre, le travail d'assistance se poursuit encore, dans le Midi et dans la Vallée du Po, lentement et de façon insuffisante — bien que des moyens importants qui ont été éternellement placés à la disposition du Comité de Secours d'Hiver par la solidarité populaire nationale et internationale; bien que la plupart des réfugiés du « Polesine » soient encore traités comme des déportés et maintenus dans des conditions matérielles et morales précaires et quelquefois même dégradantes; bien qu'on ne dispose pas encore des fonds nécessaires pour les travaux publics les plus urgents; bien qu'aucun plan organique n'ait encore été mis en oeuvre pour commencer la reconstruction et préparer la renaissance des zones frappées par le désastre, en premier le retour immédiat des populations à leurs pays et à leurs foyers.

L'attitude prise par le gouvernement de ne pas reconnaître officiellement la gravité de cette situation, et sa volonté de ne pas en discuter sérieusement, avec l'ampleur nécessaire et dans un esprit de solidarité nationale, au Parlement et dans le Pays, confirment l'inaptitude dont il a fait preuve pendant les jours du désastre et le caractère antinational et vulgairement factieux de sa politique, qui l'a amené à accomplir, dans le Polesine et en Calabre, des actes scélérats, qui n'ont pas de précédents dans l'histoire récente de l'Italie.

Pendant que devant le malheur commun un grand élan unitaire animait le Pays et que, fidèles à leur politique nationale, animés par les sentiments de fraternité qui animent le peuple, les communistes, les socialistes et les démocrates plus avancés lançaient un appel à la collaboration de tous pour réparer les conséquences de la catastrophe, et qu'ils se plaçaient à la première ligne dans la lutte pour sauver la vie et les biens des citoyens de toutes les classes sociales, le gouvernement clérical, sous la suggestion des autorités ecclésiastiques et des contrôleurs militaires étrangers, déchaînait une horrible campagne d'insultes, de dérision, de mépris, contre tous ceux qui faisaient des propositions d'unité et de collaboration. Il arrivait même à la persécution des citoyens qui accouraient volontairement sur les lieux

du désastre pour porter leur oeuvre d'assistance au mépris de tout danger et en sacrifiant quelquefois leur vie même.

Le Comité Central du Parti Communiste Italien adresse son remerciement ému à tous les camarades et aux travailleurs qui dans cette occasion ont offert encore une fois un héroïque témoignage des sentiments patriotiques et civiques qui les animent, et dénonce au Pays les graves responsabilités politiques qui retombent sur le gouvernement clérical et sur les autorités ecclésiastiques. Ceux-ci ont non seulement repoussé la seule ligne d'action qui aurait permis de limiter les conséquences immédiates du désastre, mais ils ont agi de telle façon qu'ils ont objectivement contribué à augmenter les pertes de vies humaines et de biens publics et privés et à aggraver les souffrances des victimes des inondations.

Ces graves responsabilités politiques doivent être dénoncées aussi quant aux raisons pour lesquelles une conjoncture météorologique, si grave fut-elle, s'est transformée en une catastrophe nationale, et quant à la scandaleuse faiblesse de l'appareil d'Etat qui a été révélée par événements récents.

Le Comité Central du Parti Communiste Italien a souligné que ce est arrivé en Calabre et dans les Iles doit être considéré comme une manifestation organique de l'abandon dans lequel les régions méridionales et les Iles ont été laissées par la politique coupable des groupes dirigeants réactionnaires italiens, ce qui a provoqué dans le Midi un processus de dégradation de la structure économique et jusqu'à une désintégration véritable du sol agricole par l'élimination progressive, à la suite des énormes engoufflements périodiques de terre par la mer, de parties toutes entières du territoire national.

La même politique coupable a été poursuivie dans les autres régions d'Italie et même dans la Vallée du Po, au cours des dernières dizaines d'années, après que les groupes dirigeants réactionnaires eurent poussé le Pays sur le chemin de l'impérialisme et du gaspillage d'immenses richesses dans les dépenses militaires inutiles et dans les guerres d'aventure, avec le résultat non seulement de ne pas développer ultérieurement, mais aussi d'abandonner à elle-même et sans une défense suffisante une structure productive qui a été créée par les Italiens à travers les siècles par d'énormes emplois de capitaux et de travail.

Les inondations récentes ne doivent donc pas être acceptées comme une fatalité, à laquelle il serait vain de se révolter, mais elles doivent un signal d'alarme qui appelle le Pays tout entier à s'unir, à abandonner pour toujours le chemin du réarmement et des aventures impérialistes et à mobiliser au contraire toutes ses ressources, toutes ses forces productives, toutes les capacités de ses techniciens et de ses savants pour libérer notre économie de la situation dans laquelle elle est en train de crouler, pour assainir nos structures économiques affaiblies, pour inaugurer une nouvelle, audacieuse, politique agricole, qui affronte selon un plan général de renaissance le problème de la transformation foncière, de l'assainissement des fleuves et de la montagne.

Le Comité Central du Parti Communiste Italien rappelle au Pays que cette politique a été proposée non pas d'aujourd'hui avec leur clairvoyance habituelle, par les communistes, mais tout de suite après la fin de la dernière aventure immense provoquée par les groupes dirigeants réactionnaires et qu'à cette politique s'inspire le plan du Travail proposé par la CGT en 1940.

Cette politique d'unité nationale et de reconstruction pacifique a été repoussée avec obstination par le gouvernement clérical asservi aux groupes dirigeants réactionnaires italiens et à l'impérialisme étranger, par ce gouvernement qui va de plus en plus de l'avant sur le chemin d'une folle politique de désunion et de division de la Nation, de réarmement, de liquidation de l'indépendance nationale, de guerre. En poursuivant cette politique, le gouvernement clérical est arrivé à tel point qu'il n'a pas hésité, même pendant les journées les plus graves du récent désastre, non seulement à déclencher une campagne de haine et de persécution contre les masses travailleuses et les partis et les organisations démocratiques au sein desquels elles s'organisent, mais à assumer, sous le masque de la participation à soi-disant « Union Européenne », de nouveaux et de plus graves engagements militaires, ruineux pour notre économie et pernicieux pour notre dignité nationale.

Le Comité Central du Parti Communiste Italien a constaté toutefois avec satisfaction que, malgré l'attitude factieuse et aveugle du gouvernement, la politique d'unité et de reconstruction pacifique proposée par les communistes et par leurs initiatives de solidarité populaire et de reconstruction des zones frappées par le désastre ont encore trouvé de nouveaux consentements; et que la nécessité de changer l'orientation actuelle de la politique gouvernementale commence à se manifester même au sein du bloc de forces groupées autour du Parti de la Démocratie Chrétienne, en étendant ultérieurement la crise de ce groupement, crise qui s'était déjà clairement manifestée au cours des dernières élections.

Cette crise se développe encore de façon incertaine, dans la mesure où elle est caractérisée par l'incapacité et par l'impuissance des groupes politiques alliés de la démocratie chrétienne et des fractions existant au sein du Parti de la Démocratie Chrétienne à rompre avec l'anticommunisme et à proposer au pays une alternative politique substantiellement différente de celle qui est réalisée par le gouvernement clérical, ce qui crée ainsi dans certaines couches de la petite et moyenne bourgeoisie une situation confuse dont les groupes monarchistes et ouvertement fasciste cherchent à tirer profit.

Le Comité Central du Parti Communiste Italien tout en rappelant l'attention du Pays sur cette menace à la démocratie et à la République et tout en dénonçant les graves et précises responsabilités des dirigeants libéraux et social-démocrates, est convaincu toutefois qu'il est possible de grouper dans le Pays une majorité de forces capables de sauver l'Italie de la nouvelle catastrophe vers laquelle le gouvernement clérical voudrait la pousser. L'accord de ces forces sur un programme de reconstruction pacifique et de renaissance de la vie économique et civile de l'Italie réaliserait la détente dans la situation politique et sociale du Pays qui est invoquée comme étant nécessaire par des groupes de plus en plus importants de citoyens.

Le Comité Central du Parti Communiste Italien, profondément convaincu de la nécessité de cette détente pour le bien du Pays et qui de concert avec le Parti socialiste s'est fait le promoteur de cette détente, juge que celle-ci peut se réaliser sur la base de trois conditions:

- 1) ajournement de toute dépense militaire extraordinaire tant que des mesures n'aient pas été prises pour réparer les dommages apportés à l'économie nationale et aux populations par les inondations dans le Nord et dans le Sud;
- 2) liquidation de toute discrimination dans les rapports internationaux à l'égard de l'Union Soviétique, des Pays de démocratie populaire, de la Chine populaire et de tout autre pays;
- 3) liquidation de toute discrimination entre les citoyens selon leur appartenance à tel ou à tel autre Parti et retour du gouvernement et de toutes les autorités à la légalité de la Constitution Républicaine.

Le C. C. du Parti Communiste Italien invite toutes ses organisations et tous les camarades à prendre dans chaque région et dans chaque province et en premier lieu dans les provinces frappées par les récents désastres, d'accord avec le Parti Socialiste et avec d'autres organisations démocratiques, toutes les mesures politiques nécessaires afin d'ouvrir dans le Pays le débat le plus large possible sur ces propositions, afin

de susciter toutes les initiatives tendant à favoriser l'élaboration unitaire des plans de reconstruction et de renaissance et à en revendiquer la prompte réalisation.

Le C. C. du Parti Communiste Italien invite en même temps toutes ses organisations et tous les camarades à mobiliser et à organiser les populations des régions frappées par les désastres et en premier lieu les victimes des inondations pour surveiller que le travail d'assistance soit effectivement réalisé dans la mesure et la façon prévues, selon les accords pris au sein du Comité National pour le Secours d'Hiver et afin qu'on commence immédiatement les travaux publics les plus urgents et que les populations du Polesine et des autres localités évacuées puissent rentrer immédiatement dans leur pays et travailler à la reconstruction de leurs foyers, de leur travail, de leur vie familiale et civile.

DISCOURS PRONONCE PAR LE CAMARADE TOGLIATTI DEVANT LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.I. le 6 janvier 1952.

Je crois que personne ici, ni même hors d'ici, ne s'étonnera que nous ayons placé à l'ordre du jour de cette session de l'organisme dirigeant de notre Parti comme le point le plus important, précisément l'examen de la situation des zones de l'Italie du Sud et du Nord qui ont été frappées par les récents désastres des inondations. Il s'agit en effet du fait concret le plus important des derniers mois; du fait politique le plus important après la consultation électorale qui a lieu à la fin du printemps et au début de l'été. Il s'agit d'un coup très grave qui a été dirigé contre de vastes masses de la population, d'un dommage très grave qui a été subi par la structure et l'organisation de l'économie nationale.

En rapport à cet événement, deux éléments caractéristiques, décisifs dirais-je, de la situation actuelle sont affleurés: d'une part la tendance continue à la dégradation, à l'usure organique, à la ruine progressive de notre économie d'autre part, l'action systématiquement factieuse du gouvernement actuel.

Ce coup a été porté par des facteurs naturels en Sardaigne, en Sicile, en Calabre, dans la vallée du Po, et les camarades qui sont intervenus dans la discussion, et le rapporteur avant eux, en ont justement souligné la gravité pour l'économie du Pays et pour les populations de ces régions. Si la structure de notre économie était plus forte, des coups semblables pourraient avoir des répercussions et des conséquences moins graves. Dans un pays ayant une structure économique déjà faible, un coup si grave mené contre la Calabre et la Sardaigne, deux régions déjà pauvres et en décadence; un coup si grave mené contre certaines zones riches de la Sicile, un coup si grave contre l'économie de la Vallée du Po inférieure ne peuvent pas ne pas avoir de longues et profondes conséquences. Tout l'optimisme postiche affiché par le gouvernement et ses porte-paroles ne résiste pas devant la réalité des faits. D'ailleurs vous avez remarqué qu'il y a une certaine résistance, chez les organes un peu plus sérieux de la presse qui appuie aveuglément et par principe le gouvernement, à accepter cet optimisme. De temps en temps il y a une voix qui dit les choses telles qu'elles sont, qui attire l'attention sur la gravité du coup et des pertes subies, qui parle de la nécessité de faire quelque chose de sérieux pour réparer ces pertes.

Le rapporteur et les camarades qui sont intervenus dans la discussion ont souligné les causes sociales et politiques du désastre et de ses conséquences, et je ne veux pas répéter les choses qui ont déjà été dites. Il faut souligner sur le terrain politique que si les conséquences des désastres naturelles subis par notre Pays au cours des derniers mois sont si graves, cela dépend en grande partie du fait que depuis quelques dizaines d'années les emplois de travail et capital pour améliorer la structure économique du Pays ont été nettement insuffisants. Naturellement, je ne compare pas ces emplois avec ceux qui ont lieu aujourd'hui en Union Soviétique, qui sont qualitativement différents, qui tendent à transformer les conditions mêmes de la nature, à créer des régions fertiles là où pendant des siècles et des siècles il n'y avait eu que le désert. Je voudrais que la comparaison se fasse même seulement avec des pays capitalistes tels que la France, la Hollande, la Belgique, qui ont une organisation

matérielle de la base de leur économie nettement supérieure à la nôtre.

On révèle ainsi de façon vivante, si évidente qu'elle ne peut pas ne pas frapper l'attention de tout le monde, la conséquence du fait que l'Italie, pays pauvre, à structure économique faible, ayant des moyens économiques soit industriels qu'agricoles arriérés, a été poussée depuis quelques dizaines d'années par ses dirigeants sur le chemin de l'impérialisme et des guerres et que sur ce chemin d'énormes richesses ont été détruites. C'est à nous de souligner cet élément, afin de réussir ainsi à cueillir la contradiction la plus sérieuse dans la politique menée depuis quelques dizaines d'années par la classe dirigeante bourgeoise italienne et qui est constituée aujourd'hui par la Démocratie Chrétienne et ses gouvernements. On bien l'on change cette orientation politique et l'on réussit à changer l'orientation générale de la politique économique et sociale du Pays, ou bien les conséquences qui retomberont sur tous seront de plus en plus graves.

Quant à la Calabre, la Sicile, la Sardaigne, les camarades de ces localités en ont parlé ici de façon dramatique; quant au Polesine, ce qui est le plus tragique c'est que dans des articles que nous pouvons lire sur la presse à grand tirage et jusque dans des déclarations officielles, ont admis aujourd'hui comme une probabilité très concrète qu'une grande partie du Polesine soit transformée de façon permanente en un étang, on calcule déjà les milliers d'hectares de terrain qui ne pourront pas être libérés de l'eau qui les a envahis; on admet qu'une partie de ce sol ne sera plus cultivée, qu'elle ne sera plus une terre sur laquelle les hommes puissent travailler et vivre dignement. Le fait que cette perspective soit présentée froidement, même par des hommes au gouvernement, prouve que chez ces hommes qui sont à la tête de la nation il n'y a pas de conscience de la gravité de la situation devant laquelle nous sommes placés et qui a été brutalement révélée par ces catastrophes naturelles. Mais aujourd'hui les masses laborieuses des villes et des campagnes sont arrivées à un degré de conscience beaucoup plus élevé qu'il y a cinquante et même trente ans, et la nécessité d'outiller le Pays de façon correspondante aux besoins d'une grande agriculture intensive, d'une profonde rénovation des cultures, d'une industrie saine, et de la création de grands marchés agricoles et industriels est sentie de plus en plus fortement par la majorité des citoyens.

Cette nécessité n'est pas sentie par les gouvernants. Du moment qu'ils assignent un nombre déterminé de centaines de milliards pour la reprise d'une politique militariste au service cette fois dès le début d'un impérialisme étranger, ils disent que le chemin est barré de l'autre côté. Que les terres de Calabre et de Sardaigne soient donc détruites; que les zones côtières siciliennes soient rongées par les torrents; qu'une partie du Polesine se transforme en un étang stérile! Les classes dirigeantes italiennes doivent penser à se préparer pour faire la guerre!

Je crois que le Pays ne peut pas ne pas voir que nous nous trouvons devant un carrefour tragique; il faut changer de chemin si l'on ne veut éviter le pire.

Quant à l'action du gouvernement, nous avons assisté en outre à un déchaînement de factionnalité dont je ne crois qu'il existe d'exemples dans l'histoire politique du royaume d'Italie. Il faut remonter aux temps des gouvernements autrichiens et des princes absolus qui considéraient les citoyens comme une masse d'ennemis, pour trouver quelque chose de semblable à ce qui a été fait en cette occasion. Les hommes qui sont à la tête du gouvernement et De Gasperi le premier ont prouvé encore une fois qu'ils sont des gens qui ne font pas partie de la famille italienne, qui n'ont pas de sentiments de solidarité avec tous les citoyens de quelque opinion politique ou religieuse qu'ils soient, ni la nécessité que tous s'unissent pour s'aider les uns les autres quand des désastres si graves s'abattent sur nous.

Nous avons dit plusieurs fois que l'élément le plus grave de la situation politique et sociale, aujourd'hui, c'est que le Pays est divisé en deux camps gravement opposés l'un à l'autre. Inutile de le cacher. Mais d'ici à ce qu'a fait le gouvernement clérical il y a un abîme. Dans le Polesine la grande majorité de la population appartient à un des deux camps opposés;

elle est groupée autour des grandes organisations avancées des travailleurs, autour du Parti socialiste, de notre Parti, des organisations syndicales confédérales, des coopératives dirigées par les partis des travailleurs. La plupart des municipalités de ces provinces sont administrées par ces groupements politiques. Et voilà que le désastre de l'inondation est le prétexte naturel pour que le parti clérical et son gouvernement déclenchent une offensive féroce pour essayer de changer cette situation. Cela est d'ailleurs absurde, parce que c'est justement au moment où ils souffrent que les travailleurs se sentent encore plus liés que d'habitude à leurs partis, aux organisations qu'ils ont créées par leurs sacrifices, en payant de leurs avoirs, en payant de leur liberté et quelquefois de leur sang. Il est donc stupide par dessus le marché le plan conçu par les cléricaux au gouvernement, par les autorités ecclésiastiques et par des autorités militaires étrangères, de chercher, en profitant de l'inondation, à changer la situation politique de cette zone. Mais, avant tout, ce plan est politiquement un plan scélérat.

Le fait que le gouvernement se soit conduit de cette façon est particulièrement grave car il prouve que la situation actuelle n'est pas tolérable pour les citoyens qui aient des sentiments élémentaires de liberté, de justice, de fraternité. Les calamités naturelles avaient presque offert à ce gouvernement une occasion pour corriger quelque chose dans sa politique réactionnaire et hodieuse de discrimination entre les citoyens à cause de leurs convictions religieuses et politiques. Nous avons en effet parlé, avant tout, d'unité, et les socialistes ont lancé le même appel à la collaboration de tous pour réparer les conséquences de la catastrophe. A ce moment-là s'ouvrait donc un chemin sur lequel un gouvernement animé par des sentiments de fraternité à l'égard de toutes les populations du Pays aurait au moins fait quelques démarches pour examiner où cela pouvait aboutir. Au contraire, cette occasion a été méprisée. Aux offres de collaboration et d'unité on a répondu par des insultes, du mépris, de la dérision. Je dirais même qu'après ces catastrophes qui ont frappé le Pays en rendant évident pour tout le monde la nécessité d'un changement temporaire ou permanent dans l'orientation politique actuelle, nous avons vu au contraire s'accroître les motifs de la politique gouvernementale qui s'opposent à ce changement, et cela soit dans le domaine des rapports entre le gouvernement et les citoyens, c'est-à-dire en politique intérieure, soit dans le domaine de la politique étrangère.

Toute tentative de proposer un répit dans la politique de renaissance du militarisme et de gaspillage des richesses publiques pour la reconstruction d'une armée au service d'un impérialisme étranger, toute tentative en ce sens a été repoussée, et l'on a justement assisté au cours de ces dernières semaines à une accentuation de la soi-disant politique atlantique dans les motifs les plus graves et les plus choquants.

Ils appartiennent à ces dernières les engagements que le gouvernement est en train d'assumer et qui signifient l'aliénation de la souveraineté nationale contrairement à la lettre et à l'esprit de la Constitution. Elle appartient à ces dernières semaines la présentation au Parlement d'une loi qui devrait sanctionner des droits particuliers pour les troupes américaines en Italie et qui signifie purement et simplement l'introduction dans notre Pays d'un régime de capitulations, tel qu'il a existé dans les pays coloniaux et semi-coloniaux jusqu'à une période récente. Elles appartiennent à ces dernières semaines les nouvelles menaces contre la liberté des travailleurs, contre le droit d'organisation syndicale et contre le droit de grève que l'on veut limiter et même supprimer.

Tout cela s'accompagne à l'adhésion ouverte, sans réserves, du gouvernement italien — le seul parmi les gouvernements européens! — à la renaissance d'un militarisme allemand au service de l'impérialisme américain en tant qu'instrument d'agression et de provocation dans le cœur même de l'Europe. On voit s'accroître ainsi toujours davantage la position agressive et de provocation belliste du gouvernement clérical italien aux ordres de l'impérialisme des Etats Unis.

Une curieuse remarque à faire c'est qu'au moment même où ils agissent de cette façon

nos gouvernements sont forcément obligés de suprécoir que l'on croit de moins en moins aux prétextes qu'ils ont invoqués jusqu'à hier pour une politique de ce genre. Qu'est-ce qui croit encore aujourd'hui à la fameuse agression soviétique, pour repousser laquelle il faudrait faire toutes ces choses-là? Je crois qu'il faudrait faire bientôt un concours pour chercher en Italie ceux qui continuent à croire à l'agression soviétique, juste au moment où les troupes de l'impérialisme attaquent ou menacent les peuples d'Asie, d'Afrique et du Moyen Orient. Mais ce concours il faudrait le lancer dans les asiles d'aliénés ou dans les hospices pour les pauvres d'esprit, ou bien au Congrès du parti Socialdémocratique de Stuttgart. Je crois que c'est là seulement qu'on peut trouver quelqu'un qui croit à ces histoires mais non pas certainement chez les gens qui ont la tête sur leurs épaules, qui ont les yeux ouverts et qui voient les choses telles qu'elles sont. Mais je répète qu'ils ne semblent que nos gouvernements aient compris cela ou qu'ils soient en train de le comprendre et c'est pour cela qu'ils cherchent maintenant un nouveau masque, le soit disant fédéralisme européen.

Qu'est-ce que ce fédéralisme européen de nos cléricaux et de leurs alliés? Il faut dire qu'une tentative de ce genre avait été accomplie au cours des années passées. Ce fut une première tentative que j'appellerai «américano-socialdémocrate» de couvrir la préparation d'une guerre d'agression contre l'Union Soviétique et contre d'autres pays sous un masque fédératif. La forme que l'on donna à cette tentative fut celle de la fameuse assemblée de Strasbourg, qui a fait une faillite bruyante et ridicule.

D'ailleurs, nous avions fait nous-mêmes quelque chose pour souligner devant tout le monde le vrai contenu de ce soi-disant fédéralisme.

C'est dans cette direction que s'orienta l'action que je conduisis moi-même au Parlement en demandant que la délégation italienne à l'assemblée de Strasbourg fut composée aussi de représentants de l'opposition. C'était la moindre chose que nos gouvernements «européistes» auraient pu faire pour prouver que leur tentative fédéraliste était une chose sérieuse. Vous vous souvenez que cette proposition fut repoussée, ce qui fournissait la preuve, à tous ceux qui pouvaient ne pas l'avoir encore comprise, que la fameuse assemblée fédérale n'était ouverte qu'à ceux qui se laissaient enrégimenter au préalable comme un laquais de l'impérialisme américain. D'ailleurs cette première tentative se termina, comme chacun le sait, en une banqueroute.

Mais nous trouvons maintenant devant nous une nouvelle tentative que je n'appellerai plus «américano-socialdémocrate» mais «américano-cléricale». Le fond de la question est toujours le même: il s'agit de créer un bloc de forces armées qui comprennent encore et essentiellement le militarisme allemand, pour préparer une guerre d'agression contre l'Union Soviétique. La présentation et la force dirigeante sont toutefois différentes. Tandis qu'alors c'étaient les partis socialdémocrates qui étaient à la tête de cette tentative, maintenant ce sont les partis cléricaux, surtout ceux d'Italie et d'Allemagne, mais aussi celui de la France. Le masque c'est la soi-disante intention de constituer une fédération européenne, de faire l'unité de l'Europe comme ils disent. Mais le défaut est toujours le même. Soit la première que la deuxième tentative sont basées sur un vulgaire mensonge que quiconque peut reconnaître et démasquer, cela veut-il dire?

Faire l'unité de l'Europe, qu'est-ce que cela veut-il dire? Cela veut dire créer entre tous les Etats européens un état de plus grande compréhension et collaboration dans tous les domaines. Il est évident que si nous nous trouvions vraiment devant une semblable tentative, nous l'examinerions avec respect. Ce serait absurde pour un parti d'inspiration socialiste comme le nôtre que de ne pas comprendre qu'une entreprise semblable est digne d'être tentée. Mais qu'est-ce que l'Europe? C'est un Continent qui va des Monts Ourals à l'Océan Atlantique, de l'Océan Glacial Arctique à la Méditerranée et à la Mer Noire, du détroit de Gibraltar à l'extrémité septentrionale des Ourals, du Kouban au Cap Nord, dans cet espace vivent beaucoup de peuples qui ont des régimes politiques et sociaux différents. Il y a des régimes fascistes en Espagne et en Grèce; il y

a un régime de type fasciste en Turquie; il y a des régimes de démocratie parlementaire bourgeoise dans certains pays de l'Occident; il y a un grand Etat Socialiste, l'Union Soviétique; il y a des Etats de démocratie populaire qui marchent vers l'organisation d'économies socialistes.

Dans cette situation, si l'on veut tenter de créer une unité plus solide entre les peuples européens, quel est le premier pas qu'il faut faire? C'est la tolérance. C'est-à-dire que ces différents peuples et régimes doivent prendre une position telle qu'elle admette la coexistence de différents régimes économiques et sociaux, dans la tolérance réciproque et à travers l'organisation des plus larges échanges possibles, soit économiques que culturels. Cette position est seule susceptible d'être la position de départ d'un mouvement qui voudrait créer ce que l'on appelle une «unité de l'Europe».

Mais ce que font les gouvernements occidentaux atlantiques factieux c'est justement le contraire. Non pas la tolérance, mais la discrimination et la lutte ouverte contre les régimes qui ne sont plus des régimes capitalistes; reniement de la possibilité de coexistence entre régimes économiques et sociaux différents les uns des autres; affirmation de l'inévitabilité d'une guerre et préparation d'une guerre d'agression contre les régimes qui ne sont plus des régimes capitalistes; non pas des échanges réciproques mais des obstacles soit aux échanges économiques (on vient d'annoncer la prohibition américaine contre les échanges entre différents pays d'Europe dans l'intérêt bien entendu de l'industrie et du commerce des Etats Unis d'Amérique), soit des échanges culturels (on en a eu des exemples très clairs dans notre pays ces temps derniers).

Ceux qui font tout cela ce seraient donc les pilards de l'unité du fédéralisme européen? Evidemment il faut croire que le vice du mensonge est tellement enraciné chez ces gens-là qu'il leur a fait perdre toute pudeur.

Je répète qu'il avait vraiment un mouvement pour une plus grande compréhension et pour une plus grande unité entre les peuples européens, sur la base qu'il ai indiquée, nous serions les premiers à y adhérer. Je dirais même qu'un mouvement de ce genre-là, pour la tolérance, la coexistence pacifique et les échanges les plus larges possibles entre tous les peuples d'Europe, nous devrions presque le créer nous-mêmes avec nos forces et celles de ceux qui nous comprennent. Mais chez les partis et les gouvernements cléricaux il n'y a aucune intention de ce genre, et en effet la première chose qu'ils font, pour créer, comme ils disent, l'«unité de l'Europe», c'est de faire renaître le militarisme allemand, qui a toujours été l'ennemi acharné de la compréhension entre les peuples européens; la première chose qu'ils font c'est d'organiser un bloc d'armées au service et sous la direction de l'impérialisme américain, pour lequel aujourd'hui l'Europe est une terre de conquête et d'expansion économique, sur laquelle les impérialistes américains veulent s'en raciner parce qu'ils espèrent de pouvoir, en partant de l'Europe, déclencher leurs néfastes entreprises d'agression contre les pays socialistes.

Tous ces bavardages sur l'«unité de l'Europe», sur le «fédéralisme européen», nous devons être à même de les démasquer jusqu'au bout; nous devons être à même de montrer à tout le monde qu'il ne s'agit que d'un masque menteux derrière lequel se cache la renaissance du militarisme allemand et du militarisme italien et la constitution d'un bloc de forces agressives au service de l'impérialisme américain. Ce que nous devons dire et faire comprendre de plus en plus largement c'est qu'en suivant ce chemin on tend à rendre la guerre inévitable. Cela n'est pas le chemin qui amène à liquider les fossés qui existent aujourd'hui en Europe entre un peuple et l'autre; cela est le chemin qui tend à rendre la guerre inévitable à une date plus ou moins prochaine. Nous savons toutefois qu'ils exigent des forces gigantesques, imposantes, les forces des peuples en Europe et hors d'Europe qui travaillent et qui luttent au contraire pour la compréhension réciproque, pour la tolérance, pour que soit admis le principe de la coexistence pacifique des différents régimes économiques et sociaux, et pour la paix puisse donc être sauvée. Nous sommes certains que ces forces, si elles sauront bien combattre, réussiront à faire faillir ce nouveau plan de montée de l'impérialisme au dé-

RESTRICTED

CONTROL

nement, et rien d'autre, l'instrument employé par la classe privilégiée, après l'écroulement de l'échafaudage fasciste et l'usure des clientèles libérales, pour réussir à organiser une base apparemment démocratique en vue de sa domination. Le fait que cette aile gauche, qui se rappelle ainsi aux principes de la religion chrétienne, soit arrivée à la faillite et à sa disparition, est très instructif, car je crois qu'on puisse dire que ce qui a écrasé cette fraction c'est justement la discipline à l'égard des autorités ecclésiastiques. Ceux qui pourraient prouver de façon précise l'exactitude de mes affirmations, ce sont peut-être les hommes qui dirigeront le « mouvement des communautés catholiques » qui devint ensuite la « gauche chrétienne », parce qu'eux aussi ils furent poussés à la faillite politique à cause d'une certaine adhésion de leur part à la discipline de l'Eglise.

Cela doit nous induire à des réflexions plutôt sérieuses quant à l'avenir de la Démocratie Chrétienne dans ses différents courants. Je ne veux pas exclure que des mouvements progressifs puissent sortir du camp catholique. Au dix-neuvième siècle, après la Restauration, il en sortit le catholicisme libéral; au cours des dernières années de ce siècle, il en sortit dans notre Pays un mouvement populaire. Mais si l'on observe les choses avec attention on voit que ces deux mouvements ne purent s'affirmer que parce qu'ils partaient d'un position de discussion et de critique même à l'égard des autorités ecclésiastiques en se plaçant sur un terrain qui était presque un terrain de réforme de l'Eglise du dedans de celle-ci. Et en effet on eut les excommunications. Les courants de gauche démocrates-chrétiens de cet après-guerre n'ont jamais rien osé dans ce sens et cela explique peut-être mieux que toute autre considération leur vie mesquine et leur disparition finale.

On dit que maintenant un mouvement de droite se manifesterait au sein de la Démocratie Chrétienne, un mouvement dirigé par ce groupe de députés qui vient de formuler dans un gros livre une série d'observations sur la politique actuelle du gouvernement, une série de propositions. Les observations et ces propositions peuvent être examinées dans leur détail, mais elles n'ont toutefois rien de cohérent, rien d'organique rien d'original, rien qui puisse servir comme plateforme d'un mouvement sérieux. L'importance de cette manifestation n'est pas positive mais négative. Le fait que ces critiques sont formulées par des dirigeants démocrates-chrétiens dont quelquesuns se présentent comme des éléments de droite, d'autres comme des éléments de gauche ou de centre, parmi lesquels il y a plusieurs éléments du vieux Parti Populaire, de nouveaux professeurs universitaires, des éléments de l'Action Catholique, etc., signifie essentiellement qu'au sein du parti gouvernemental se diffuse de plus en plus largement la conscience que l'action gouvernementale de De Gasperi et de son groupe dirigeant n'a pas de consistance, qu'elle pleine d'erreurs, qu'elle n'est pas à la hauteur de la situation du Pays, qu'elle aggrave au contraire de plus en plus cette situation.

Mais y-a-t-il une alternative au gouvernement des cléricaux? Est-ce qu'ils existent des forces concurrentes sérieuses, ayant un avenir? Il y a sans doute des forces qui se déclarent en concurrence avec la Démocratie Chrétienne, mais il faut en donner pour l'instant un jugement très sceptique, très négatif. Il s'agit des libéraux, des social-démocrates et de groupes semblables (les « qualunquistes », etc.). Au fond, ces groupes ont une orientation purement électorale, donc limitée, sans perspectives, mesquine. Il y aura les élections dans un an: comment faire pour prendre des voix? Et du moment qu'ils prévoient que, par la loi objective des choses, la Démocratie Chrétienne perdra des voix, quelle est la position la meilleure à prendre par chacun d'eux pour que ces voix tombent dans leur propre tablier qui est grand ouvert pour les récolter?

Cette orientation est d'autant plus erronée qu'on a un jugement erroné sur la masse des voix démocrates chrétiennes du 18 avril, comme s'il s'agissait d'une masse de voix conservatrices et réactionnaires. Ces voix furent données aux cléricaux — dit-on — pour empêcher que des propositions et des partis socialistes s'affirmassent, pour empêcher que des propositions et des partis socialistes s'affirmassent, pour empêcher l'acceptation de programmes

de rénovation dont les classes dirigeantes ne veulent pas, et ainsi de suite. Donc, si l'on veut prendre une partie de ces voix — disent les libéraux — il faut prendre une position conservatrice et réactionnaire. Cela veut dire que l'on juge la situation du 18 avril comme étant une situation statique et que l'on se met en concurrence avec la Démocratie Chrétienne non pas par l'élaboration d'un programme de gouvernement différent par rapport à ce qu'a été l'activité gouvernementale du parti cléricale, mais uniquement sur la base de son inspiration réactionnaire. C'est pour cela qu'ils sont tous anticommunistes, c'est pour cela qu'ils cherchent tous d'être, si possible, un peu plus anticommunistes de la Démocratie Chrétienne elle-même afin de pouvoir se présenter comme des gens dignes de considération de la part et de confiance aux dirigeants des groupes privilégiés de la bourgeoisie, qui devraient orienter la masse électorale.

On ne s'aperçoit pas avant tout que cette mauvaise copie de la Démocratie Chrétienne, cet abandon de toute élaboration de nouveaux programmes, prouve l'usure d'une classe dirigeante, qu'elle prouve que ces groupes dirigeants manquent de confiance dans leurs propres forces. Pourquoi n'avez-vous pas le courage de présenter au peuple un programme de dire ce qu'il faut faire aujourd'hui? Il faut relancer les défenses de la plaine du Po et reconstruire l'outillage de cette région; on bien faut-il jeter des centaines de milliards dans le gouffre de la préparation de la guerre? Prononcez-vous au-dessus! J'ai vu les comptes-rendus du congrès du parti libéral réunifié; on n'y voit pas de questions concrètes, il n'y a pas un débat sur des programmes, il n'y a que la mauvaise copie des cléricaux et l'anticommunisme le plus accentué.

Ils ne comprennent donc pas, les hommes qui dirigent ces groupes politiques, qu'une position de ce genre amène inévitablement les masses dégoutées de la politique cléricale non pas vers eux-mêmes, mais vers la droite monarchiste et fasciste parce qu'au moment-même où elle éleve une barrière contre les partis des travailleurs, elle ne présente ni de solutions ni d'alternatives sur les terrains des programmes?

Les hommes du Parti libéral continuent, dans un moment si grave, à jouer le même rôle qu'ils eurent dans la période de la formation de la dictature fasciste, quand à cause de leur propre politique ils favorisèrent le déplacement vers le fascisme de larges masses de la moyenne et de la petite bourgeoisie.

Théoriquement, les libéraux pourraient bien présenter une alternative aux gouvernements cléricaux. Un gouvernement de libéraux pourrait bien, par hypothèse, être plus honnête dans l'administration de l'argent public. Cette possibilité abstraite est détruite toutefois par la position concrète prise par les dirigeants libéraux, position qui exclut les alternatives. La dernière conséquence de ce fait c'est que l'opposition entre les forces d'extrême droite, antidémocratiques, disposées à donner l'assaut à la République, au régime parlementaire et à la démocratie, tend à se former d'une part. D'autre part, tous ceux qui veulent s'opposer réellement à ce danger et qui veulent changer la direction politique du Pays n'ont devant eux d'autre chemin que celui des partis avancés de la classe ouvrière et des travailleurs. La position prise par le sénateur F. S. Nitti, qu'on ne peut pas suspecter de philobolchévisme, prouve que dans ce domaine il y a des gens qui pensent et qui prévoient sagement. Ces forces progressent toutefois trop lentement dans leur travail pour se caractériser et s'organiser.

Ce qui se produit chez les libéraux à l'heure au sein du parti social-démocrate, avec des aspects bien particuliers et ce camarade a eu raison qui a dit que là on descend au niveau du théâtre de marionnettes. Ces aspects particuliers sont vulgairement grotesques quand il s'agit de Saragat, astucieusement ridicules quand il s'agit de Romita; mais de là aussi, du congrès social-démocrate, il ne sort aucune recherche d'une position programmatique, même partielle, qui puisse servir à corriger la politique actuelle des cléricaux, qui puisse contenir un appel à l'union des forces de la population du Nord et du Sud, et de tous les partis. Il y a là aussi, une mauvaise copie, exaspérée, de l'agitation anticommuniste des cléricaux avec même des tons encore plus idiots. Je com-

U. S. OFFICIALS ONLY

prend très bien que Saragat, Romita et les autres se lancent si haineusement contre nous. Ces hurllements sont pour eux obligatoires, ils sont la manifestation la plus évidente du charnement auquel ils ont été soumis par la Démocratie Chrétienne, et auquel le parti chrétien cherche de soumettre tous les politiciens italiens. De cette façon ils sont devenus impuissants, incapables même d'une action sérieuse contre nous, parce que je crois tout le monde comprendre qu'en disant aux travailleurs que nous sommes des agents de l'étranger et de choses de ce genre, on ne réussit à éloigner de notre direction politique, à faire sortir de nos rangs pas un seul travailleur eury...

Devant cette dégénération d'un parti qui est encore suivi par des groupes de travailleurs et de petite et moyenne bourgeoisie, d'intellectuels et d'artisans, qui voudraient un changement dans la situation du pays et un abandon de la politique cléricale, nous ne pouvons pas nous limiter toutefois à cette polémique contre les chefs, qui d'ailleurs n'a pas une trop grande importance pour nous. Ce que nous devons toujours rappeler au contraire à ces groupes de travailleurs c'est que pour un programme de rénovation de la société italienne à travers la liquidation de la politique cléricale et de profondes réformes de la structure économique, il y a aujourd'hui une majorité dans le pays. Les élections l'ont prouvé. Les prochaines élections le confirmeront. Cette majorité est représentée par les forces qui suivent la CGT, le Parti Communiste le Parti Socialiste, les indépendants démocratiques et tous ceux qui, groupés autour du parti social-démocrate ou d'autres partis, sentent que cette transformation économique et politique est indispensable si l'on veut éviter la désastre.

Nous soulignons encore une fois l'exigence que tous ces groupes de citoyens trouvent le chemin de l'unité, afin que la majorité qui existe dans le pays quant à la nécessité d'une profonde transformation économique, sociale, politique, puisse se manifester et que l'Italie puisse être finalement placée sur un autre chemin.

Quelles peuvent être les routes pour qu'on arrive à réaliser cette unité. Je ne veux pas en discuter maintenant. Je crois qu'une grande partie du travail revient à nos camarades socialistes, à la CGT, aux coopératives, à toutes les organisations unitaires des travailleurs et qu'une grande partie nous en revient, à nous les communistes. La réalisation de cette unité reste l'exigence fondamentale de la situation actuelle de notre Pays.

Ce que nous voulons, en tant que parti d'opposition, qui exige une politique nouvelle et en même temps une détente, je crois que tout le monde le connaît. Peut-être faut-il dire quelque chose à propos de cette revendication d'une détente, qui est une revendication à nous et aux socialistes, et qui a eu un grand relief ces derniers temps.

Ce serait une erreur sérieuse que de considérer la détente que nous demandons comme quelque chose qu'on puisse atteindre en renonçant à une manifestation, à une grève, quand une grève ou une manifestation doivent être faites pour appuyer et réaliser les revendications économiques et politiques légitimes. Mais ce serait aussi une erreur que de croire que la détente ne soit pas pour nous un objectif positif, auquel nous voulons arriver, mais rien qu'un motif polémique contre la factiosité des cléricaux et des classes privilégiées qui les scutillent. Non, il s'agit d'un objectif positif et c'est pour cela que je pense que les dirigeants confédéraux ont bien fait d'adhérer au Comité national unitaire de secours aux inondés, dont nous avions demandé, avec les socialistes, la constitution. Ne pas adhérer aurait constitué une erreur, bien que l'on sache qu'il y a là aussi une lutte à mener, et quelquefois dans des conditions difficiles, contre la partialité des autorités gouvernementales qui voudraient transformer l'assistance en un monopole cléricale et qui voudraient certainement envoyer dans les sacristies même les généraux dans le peuple soviétique. Nous voulons vraiment qu'il y ait une action unitaire de secours et dans le Comité unitaire nous devons nous battre pour une juste solution du problème des secours, afin que ceux-ci atteignent vraiment les gens frappés par le désastre et qu'ils ne deviennent pas un moyen de corruption et de spéculation.

Mais ceci n'est qu'un épisode limité. L'ob-

jet plus avancé que nous pouvons nous proposer d'atteindre en vue d'une détente dans la situation italienne, c'est la constitution d'un gouvernement de paix, c'est-à-dire d'un gouvernement qui abandonne la politique d'abandon et qui inaugure une politique d'amitié et de collaboration avec tous les peuples, de coopération pacifique avec tous les régimes. C'est cela le point le plus élevé que l'on puisse atteindre, dans la lutte pour la détente.

Quelles sont, en somme, les conditions que nous posons pour un débat, au moins, de détente politique? Elles sont essentiellement au nombre de trois:

1) le renvoi de toute dépense militaire extraordinaire jusqu'à tant qu'on n'ait pas pris de mesures sérieuses pour réparer les dommages provoqués sur l'économie nationale et sur les populations par les récentes catastrophes naturelles soit au Nord qu'au Sud; jusqu'à tant qu'on n'ait pas pris des mesures sensibles pour empêcher que de tels dommages puissent se répéter. C'est-à-dire que nous demandons que l'on fasse un pas pour qu'on se déplace d'une politique de gaspillage militaire et de préparation de la guerre vers une politique de travail, que l'on arrête l'emploi d'une si grande partie des richesses nationales à des fins belliqueuses et qu'on emploie au contraire la plus grande partie des richesses nationales pour réparer et améliorer notre outillage économique, pour réparer les dommages, pour créer de nouvelles possibilités de travail;

2) la liquidation de toute hostilité préjudiciable et de toute discrimination contre l'Union soviétique, les pays de démocratie populaire, la Chine populaire et tout autre pays, c'est-à-dire le passage d'une politique de division de l'Europe et du monde et de provocation d'une nouvelle guerre à une véritable politique d'unité européenne, c'est-à-dire à une politique qui ouvre la possibilité de collaboration avec tous les peuples d'Europe et avec tous les peuples du monde entier;

3) la liquidation de toute discrimination entre les citoyens pour leur adhésion à tel ou à tel autre parti politique, à une conception ou à une autre, et le retour du gouvernement et de toutes les autorités à la légalité de la Constitution Républicaine, selon laquelle le gouvernement est l'organe qui sert toute la Nation et qui administre la vie nationale, et non pas l'instrument d'un parti pour sa lutte contre un autre parti, un organe qui ne fait pas de distinctions entre les partis ni entre les citoyens pour leurs convictions religieuses ou politiques.

Je crois qu'il s'agit là des trois conditions élémentaires, qui une fois qu'elles aient été acceptées peuvent ouvrir la route à une détente, c'est-à-dire à une amélioration sensible de la situation du pays, à une collaboration consciente des classes laborieuses et à la reconstruction économique et sociale, à de meilleures conditions matérielles et morales pour tous les citoyens.

Naturellement, après l'examen sommaire que j'ai fait des forces politiques qui ont une certaine position de concurrence avec la Démocratie Chrétienne, il est juste que l'on me demande à qui pouvons-nous présenter ces conditions et avec quel espoir. Je désire toutefois avertir les camarades contre le scepticisme et le manque d'espoir. Les groupes politiques s'orientent en dernière analyse selon la marche des choses et ils ne peuvent pas rester insensibles à la façon dont sont orientées les masses des citoyens. Quand la masse des citoyens prouva qu'elle était consciente des néfastes conséquences de la politique fasciste, alors ceux-là même qui avaient collaboré avec le fascisme (libéraux, cléricaux, etc.) commencèrent à dire qu'ils n'étaient plus d'accord avec le fascisme. Nous devons combattre les manifestations de scepticisme et de manque de confiance, même si elles peuvent se masquer d'un extrémisme radical. Les possibilités de changement de la situation politique sont liées à notre travail et au travail de toutes les forces démocratiques.

Nous pouvons même dire aujourd'hui que, justement à cause de la façon dont la politique gouvernementale se manifeste, à cause des erreurs catastrophiques d'orientation soit dans le domaine international que dans le domaine intérieur ou économique que le gouvernement cléricale est en train de commettre, il est inévitable que de nouvelles masses de citoyens comprennent la nécessité d'opérer un changement dans la politique italienne; dans

VII

RESTRICTED

CONTROL

RESTRICTED
U. S. OFFICIALS ONLY

l'intérêt du Pays et de tout le monde.

Naturellement, il y a ici une autre question, celle de l'action de notre Parti dont je parlerai à propos de l'autre problème à l'ordre du jour de cette réunion. Je veux faire ici quelques considérations très générales.

Si vous observez la façon dont l'influence de notre Parti s'est développée au cours de dernières années depuis la Libération jusqu'à maintenant, je crois qu'il ne peut pas vous échapper qu'il y a des régions où nous avons de très fortes positions en tant que Parti mais où nous n'avons pas réussi à accomplir le travail nécessaire pour nous rapprocher des éléments avancés de groupes sociaux différents de classe ouvrière, des ouvriers agricoles, des métayers, des paysans, des travailleurs ayant une foi socialiste. Cette action au contraire nous avons réussi à l'accomplir souvent dans des régions, par exemple dans le Midi, où le terrain de Parti sur lequel nous étions appuyés était plus restreint, moins organisé, moins solide, par rapport à celui dont nous disposons dans de vastes zones du Nord.

Il est alors nécessaire que nous révisions à accomplir partout ce pas en avant, et surtout parce qu'il y a aujourd'hui de vastes régions du Nord où à cause des catastrophes naturelles et de l'accumulation d.s erreurs d'une politique économique en faveur de petits groupes privilégiés, il se crée des conditions qui exigent une nouvelle orientation économique et politique pour empêcher la ruine grandissante de zones entières soit dans la plaine que dans la montagne. On n'a pas toujours compris cela. Quelquefois, du moment que nous nous appuyions sur une solide base de Parti on pense que cela suffit tandis que cette base ne nous assure pas encore la formation d'un mouvement de la majorité de la population pour arracher ce qui est nécessaire au salut du Pays.

Dans le Polesine, par exemple, qui est une région dans laquelle nous avons toujours été forts comme Parti depuis la Libération, parce que nous avons recueilli la vieille tradition d'organisation du mouvement socialiste en ce qu'elle avait de bon, de grand, de progressif, je me rappelle que nous avons insisté pendant trois années pour réussir à convaincre les camarades que leur région était une région dans laquelle il se posait une question vitale sur le terrain des réformes de structure, et qu'il y avait donc la nécessité de mobiliser toute la population, non pas seulement les ouvriers agricoles inscrits dans nos organismes syndicaux, pour une large action de reconstruction économique qui pouvait rénover la région. Quand les camarades du Polesine ont commencé une action de ce genre ils ont remporté des succès incalculables. Ils ont vraiment trouvé le contact avec tous les bons citoyens.

Une situation analogue se crée aujourd'hui dans une grande nombre de provinces de la Plaine du Po. Ces provinces qui arrivent jusqu'à Parme à Plaisance, jusqu'aux portes de Milan et jusqu'à la plaine piémontaise ont un besoin absolu d'un travail de reconstruction, qui sauve et fasse renaître l'économie de la Vallée du Po à travers un rebâtissement profond de l'outillage économique sur lequel est fondée l'agriculture de la Vallée du Po.

N'oublions pas ce qu'est que la Vallée du Po, qui a cessé d'être un étang stérile parce qu'au cours de siècles entiers on a employé dans cette terre des trésors immenses de travail et de capital par l'initiative de seigneurs locaux, de gouvernements plus illuminés, de groupes sociaux plus intelligents. Aujourd'hui les techniques consultées au cours des réunions convoquées récemment sur l'initiative des organisations des travailleurs, nous confirment que nous sommes arrivés à un point tel qu'il faut employer à nouveau d'énormes masses de travail et de capital si l'on ne veut pas perdre cette immense source de richesses, parce que si cela arrivait les conséquences en seraient catastrophiques pour l'Italie... Le jour où l'outillage agricole de la Vallée du Po serait détruit, il est facile d'imaginer à quel niveau économique ces populations seraient réduites! Pour le salut général il faut une large action de toutes les couches des citoyens, une action semblable à celle qui est organisée depuis longtemps dans les régions du Sud, semblable à celle qu'on est en train de préparer en Sardaigne et qu'il faut préparer en Calabre; il faut une large action qui unisse tous les citoyens qui comprennent que le Pays doit avancer vers le bien-être ou

qu'on moins il faut l'empêcher de se dégrader jusqu'à la misère, à la stérilité, à la dégradation sociale.

Je voudrais mettre cette question en rapport avec celle de la montagne. J'ai constaté avec beaucoup de plaisir que plusieurs de nos organisations ont compris que le problème de la montagne doit être étudié avec attention, et ils ont organisé des réunions, des conférences, des congrès, pour l'étudier. Il y a aussi un projet du gouvernement, mais les initiatives que nous avons prises, sauf peut-être celle qui a été prise à Turin, ne dépassent pas encore le plan local, le terrain des revendications de groupes particuliers de la population de la montagne, tandis que le problème concerne l'économie de la nation toute entière. Au fond, nous nous trouvons devant une tendance, plus ou moins accentuée, selon les vallées, à un retour de la population de la montagne à des formes d'économie naturelle. Le paysan ne trouve plus de marché pour les produits typiques de la montagne, il vend dans des zones de plus en plus restreintes, les prix lui sont de plus en plus défavorables, il est ainsi repoussé vers l'économie naturelle. Il s'agit d'une dégradation économique qui concerne quelques centaines de milliers de familles dans tout le Pays, et c'est une question qui ne peut être résolue ni par une petite allocation, ni par une petite exemption fiscale, ni par des chantiers forestiers, il faut tout cela et nous devons le revendiquer, mais il faut essentiellement une nouvelle orientation de toute l'économie du Pays, qui serve à créer à l'économie de la montagne un marché plus large et plus riche et qui en permette par conséquent le progrès économique. Nous nous trouvons aussi devant une des conséquences tragiques pour notre économie du déroulement de la politique des impérialistes des groupes dirigeants depuis des dizaines d'années. Les paysans de la montagne, après avoir été dispersés et massacrés dans les guerres, sont accueillis maintenant à la misère.

Nous devons nous mettre en contact avec les représentants de ces problèmes, et serrer le fait que ceux-ci réussissent à organiser sur un plan unitaire une grande assemblée de la montagne à laquelle sont conviés les représentants de toutes les municipalités de la montagne, des Conseils provinciaux de ces régions et des montagnards eux-mêmes, que une assemblée où l'on discutera toutes les questions et où l'on devrait élaborer un programme de rennaissance qui, tout en les complétant, se place à côté de ceux qui sont en train d'être élaborés par les populations méridionales, de la Sardaigne, de la Sicile, de la Vallée du Po. C'est vraiment ainsi que l'on revendique une nouvelle orientation économique, un plan du Travail.

C'est sur ce chemin il faut que nous nous plaçons, et nous pouvons réussir de cette façon à prouver concrètement à de nouvelles masses de la population même à des masses qui sont encore très éloignées de nous, la nécessité qu'on abandonne les vieux chemins suivis par les groupes dirigeants qui, à travers des guerres et des catastrophes nous ont amené à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, et qui nous amèneraient demain à des désastres encore plus graves, si nous les laissons faire.

Tout ce travail doit être relié au programme général de notre Parti, c'est-à-dire aux propositions de réformes de la structure économique du Pays que nos groupes parlementaires doivent être chargés d'élaborer et de présenter soit sur le terrain parlementaire que devant la population.

Si nous nous plaçons vraiment sur ce chemin et si nous travaillons bien, alors ce nous ne semblera plus une limite à nos efforts que la seule alternative à la politique catastrophique du gouvernement clérical soit la politique proposée par les grandes organisations des travailleurs: les syndicats, les coopératives, les partis politiques. A travers leur unité, ces organisations ont la possibilité, grâce à leur travail, de conquérir à leur programme qui est un programme de rennaissance du Pays tout entier, un programme de démocratie, de progrès et de paix, la grande majorité du peuple. Et quant à nous, en tant que Parti Communiste, nous sommes à même de donner à cette conquête une contribution décisive.

VIII

RESTRICTED

RESTRICTED
U. S. OFFICIALS ONLY

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

DISCOURS PRONONCE PAR LE CAMARADE
GRIECO DEVANT LE COMITE CENTRAL
le 5 janvier 1952.

Au septième Congrès du Parti nous avons dénoncé, entre autres choses, l'absence d'une politique des fleuves (ce qui équivaut à l'absence d'une politique des montagnes et du sol agricole), qui provoquait des inondations destructrices ainsi que la perte annuelle de milliards de lires en valeurs patrimoniales et en produits.

L'automne 1951 est venu nous confirmer par les faits nos préoccupations. A la mi-octobre, un cyclone se déchaînait sur le littoral oriental de la Sardaigne et les fleuves Uri et Flumendosa submergeaient la plaine du Sarrabus en détruisant les terres d'une quarantaine de villages des provinces de Nuoro et de Cagliari et en produisant l'écroulement de 400 maisons, ainsi que des dégâts à 2000 autres maisons, l'interruption de centaines de kilomètres de routes et de rails, et la destruction d'une centaine de ponts. Presqu'au même moment, la tempête frappait la province de Reggio Calabria et les provinces orientales de la Sicile. Aux environs de Reggio, une centaine de personnes étaient frappées à mort, plus de mille maisons s'écroulaient, tandis que des villages entiers du territoire voisinant la Mer Ionienne étaient bouleversés par la tempête. En Sicile, c'étaient des vergers riches en oranges et en citrons et en autres cultures qui étaient détruits sur le littoral oriental. C'est à ce moment qu'on commença à recevoir de la Vallée du Po des nouvelles concernant des pluies torrentielles et des crues fluviales. Le 12 novembre, le Pô rompaît les barrages à Pavie, et menaçait Mantoue avec le Mincio et l'Oglio. Le 12 et le 14, c'est la zone de Parme qui est submergée pour 12.000 hectares à cause des ruptures de barrage à Chiavica Bigone et à Mezzano Rondani, Reggio Emilia est submergée pour 8.000 hectares environ à cause de la rupture à Crosstolo, Plaisance pour 3.000, Cremona pour 4.000 hectares.

C'est le 14 qu'on a le désastre le plus grave: le Pô brise les barrages sur la rive gauche, à Paviole et Occhiobello, et se précipite de façon menaçante sur le territoire entre le Pô et l'Adige, en courant vers Rovigo, Cavarzere et Adria et en se frayant un nouveau chemin vers la mer. Centvingt-huit mille hectares sont submergés. Vingthuit villages du Polesine sont entièrement submergés et onze partiellement.

Tout calcul des dégâts serait purement approximatif, mais on peut dire que ceux-ci atteignent les 300 milliards. Il est certain que les inondations de 1951 et surtout le désastre du Polesine posent, par leur gravité et leurs conséquences immédiates et futures sur la vie économique du Pays, le problème des responsabilités politiques. Plusieurs techniciens ainsi que plusieurs journaux non communistes qui sont restés indifférents à l'égard de la stupide campagne cléricale selon laquelle les crues des fleuves et les inondations seraient d'origine divine (et partant, toute recherche des responsabilités serait diabolique) se sont mis eux aussi à parler de responsabilités. Je n'entrerai pas dans des détails techniques: je dois remarquer toutefois que cela révèle les conditions de notre organisation d'Etat, le fait que les organismes et les bureaux préposés au régime du Pô qui savaient quelle menace se préparait ne se soient pas battus avec les pouvoirs publics pour que ceux-ci prennent des mesures en temps utile. Pouvait-on se battre? Et comment? Nous posons ici un problème de la plus haute importance nationale, problème que nous posons déjà à l'Assemblée Constituante, quand on discute sur l'ordonnement régional de l'Etat qui, à notre avis, devrait justement permettre le contrôle le plus direct de la population sur les services de l'Etat.

Quant au gouvernement, il n'est certes pas responsable des pluies, mais de ne pas avoir embouché le chemin de la reconstruction pacifique de Pays après la défaite militaire et le désastre matériel et moral, chemin qui nous aurait permis de nous préparer contre les conséquences destructrices de certaines catastrophes naturelles.

Voilà la question des questions: nous avons hérité les dures conséquences de la politique du fascisme et des gouvernements qui l'ont précédé, politique de gaspillage des grandes ressources du Pays, jetées dans des guerres honteuses et catastrophiques. Peut-on s'étonner du fait que dans le Midi et les Iles se vérifient

des destructions qui éliminent dans certains cas des parties entières du territoire national, qui font précipiter à la mer le territoire de villages tout entiers? Le triste phénomène n'est pas nouveau pour notre pays. Il a été dénoncé par des générations de techniciens et d'hommes politiques clairvoyants; la lutte pour maîtriser les fleuves du Midi, pour employer les eaux qui sont actuellement destructrices est un des problèmes de première importance de la question meridionale.

Et bien, le gouvernement De Gasperi, au lieu de changer de chemin et de prouver qu'il comprenait la cause de nos malheurs, s'est placé sur le même chemin des gouvernements qui l'ont précédé et dont il répète les motifs catastrophiques. Et même, il fait pire puisqu'il s'est placé sur le chemin de l'impérialisme américain, du réarmement et de la sujétion de l'Italie aux plans militaires de l'étranger, ce qui est en contradiction avec tous les intérêts nationaux et avec toute possibilité de reconstruction du Pays...

Mais l'attitude du gouvernement devant la catastrophe apparaît encore plus évidente en examinant particulièrement le désastre du Polesine. L'inondation du Pô a été plus grande en volume et en violence des eaux que les précédentes inondations, et l'ingénieur Tortarolo, président du Magistrat des Eaux de la Vénétie, a déclaré, qu'étant données les conditions météorologiques exceptionnelles, le Pô devait inévitablement rompre sur la rive gauche que ou sur la rive droite. Nous ne devons pas discuter ici les aspects techniques de la question. Mais les faits ont prouvé que là où l'initiative populaire a eu le dessus sur les autorités gouvernementales et a su trouver les moyens pour la défense le désastre a été évité. C'est le cas de Mantoue où sur toute la longueur des barrages 14.000 travailleurs et des milliers de femmes, de jeunes et de citoyens de toutes les couches sociales se prodiguèrent pour surélever de 50 cm. les barrages.

Le gouvernement, au contraire, a accepté la thèse de l'inévitabilité de la rupture des barrages et n'a rien fait pour préparer en temps utile les moyens nécessaires pour les travaux de secours et de refoulement des populations, du bétail et de tout ce qui pouvait être sauvé. Nous savons de façon certaine qu'un parlementaire démocrate-chrétien a reçu à Rome, le 14 novembre, un coup de téléphone du Ministère des Travaux Publics avec lequel on l'avertissait de rentrer tout de suite à Ferrare pour sauver sa famille parce que d'un moment à l'autre le Pô aurait brisé les barrages. Donc, le gouvernement était au courant. Mais il ne donna aucune instruction parce qu'il n'était pas capable d'en donner, ou bien, comme on peut l'affirmer aussi, parce qu'il n'avait pas l'autorité pour en donner étant donné qu'il dépend d'une autorité militaire étrangère...

Dans cette situation, il était inévitable que l'initiative populaire s'imposât devant l'incapacité de l'autorité d'Etat. Partout où cette initiative se manifesta, les communistes furent à sa tête. Si les communistes de ces régions n'avaient pas agi comme ils ont agi, ils auraient commis une grave faute devant le peuple et devant le Parti, ils auraient été indignes d'appartenir au Parti Communiste.

Voilà que dans la province de Rovigo surgit le Comité d'urgence autour du Président de la Province. Voilà les Comités municipaux d'urgence dans tout le Polesine. Voilà l'appel des jeunes à la constitution de brigades des Jeunesses. Le 19 les brigades sont déjà au travail dans 25 localités du Polesine. Elles comprennent des communistes, des socialistes, des membres du MSI (mouvement néo-fasciste), des indépendants, des jeunes de toutes les couches sociales. Leur mot d'ordre c'est de se rendre sur les lieux où on a le plus besoin d'aide et où il y a le plus de danger pour sauver le plus grand nombre possible de personnes, pour porter des vivres et des secours aux isolés, pour aider au transport des réfugiés. On recrute des volontaires qui arrivent de l'Emilie, de la Vénétie et des provinces lombardes avec des camions et des barques. Les jeunes ont écrit des pages glorieuses...

A ce travail de défense et de secours aux provinces inondées vient se joindre l'aide de toutes les provinces italiennes. Tout ce travail a été fait sans la participation des autorités locales et, dans plusieurs cas, contre celle-ci. Il faut dire toutefois que partout où les organisations populaires ont pris l'initiative de

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

constituer des comités de défense et de secours, tous les partis, toutes les organisations et tous les citoyens leur donneront leur adhésion, avant l'intervention du gouvernement contre ces comités...

Cette douloureuse occasion permettait de jeter les bases d'une nouvelle unité nationale, nécessaire non seulement aux travaux immédiats et immédiats de la solidarité, mais à celui de la reconstruction qui est encore plus énorme. Mais c'était là un danger encore plus grave que l'inondation pour les semeurs de discorde civile qui gouvernent notre Pays au nom et dans l'intérêt de puissances étrangères. Les comités unitaire furent dissous par les autorités. Les démocrates chrétiens s'adonnèrent à la diffamation orale et écrite des héros civils de la défense et du secours. Les volontaires, auxquels on est redevables pendant les premiers jours du désastre, les jours décisifs, du sauvetage du 90% de ceux qui ont été sauvés furent présentés comme des chacals pour les montrer à la répression des malfaiteurs terribles et des évéchés...

En même temps, le gouvernement a essayé de faire de la saie propagande en faisant clamer par la Radio de la République les nouvelles concernant les secours offerts par des catholiques. Les organisations démocratiques ont recolté des secours importants car leur voix était une voix fraternelle. Mais personne, d'entre nous, n'a jamais dit que ces secours étaient offerts par des communistes ou des démocrates; parce qu'en réalité, c'était le peuple qui participait à cette oeuvre fraternelle.

L'appel des organisations démocratiques a provoqué d'importants secours de l'étranger. Comme on le sait, les travailleurs de l'URSS, à travers les syndicats, les coopératives, l'Union des Femmes Antifascistes, ont envoyé 40.000 quintaux de farine de froment, 10.000 quintaux de blé de semence, 2.500 quintaux de sucre, 2.000 quintaux de lait condensé, 100.000 boîtes de lait condensé, 20 tracteurs et 60 millions de lires. Les travailleurs roumains ont envoyé 18 millions de lires, 1.600 quintaux de farine, 2.500 quintaux de maïs, 100 quintaux de confection, 100 quintaux de sucre, 500 vêtements pour enfants. Les travailleurs hongrois ont envoyé 800 quintaux de farine, 800 quintaux de sucre. Les travailleurs polonais ont envoyé 15.620.000 lires (Grieco passe en revue les secours envoyés par toutes les organisations démocratiques des pays étrangers...

L'organisation populaire qui s'était constituée aux premiers jours pour secourir les inondés n'a pas été remplacée par d'autres organisations. Mr Morizzi, secrétaire de la section romaine du Parti Libéral, a déclaré que les populations qui sont restées dans le Polesine gisent abandonnées dans leurs maisons en ruines, habillées en haillons et privées de toute assistance parce que l'assistance qui porte le nom de la Commission Pontificale n'est « qu'une infame spéculation qui se réduit à une insulte aux inondés ». Le gouvernement a prétendu que toutes les offres et les initiatives fussent patronnées par les comités de secours d'hiver et que ceux-ci les distribuent. Scelba n'a pas voulu que ceux qui ont fait des dons puissent les faire parvenir directement aux populations frappées par le désastre, parce que la Démocratie Chrétienne veut se servir de la générosité du peuple italien et des travailleurs étrangers pour constituer un fonds de réserve pour sa propagande électorale. Ainsi, a-t-on empêché nos amis soviétiques de porter eux-mêmes les dons des organisations populaires de l'URSS aux inondés.

Il faut donc exercer notre vigilance et il faut que nos amis qui font partie des comités provinciaux et municipaux de secours d'hiver dénoncent ces menées du gouvernement. Il est arrivé par exemple que l'on n'ait pas distribué les genres alimentaires primis pour Noël. A Naples nous savons qu'il y a des stocks entiers de vivres qui sont en train de pourrir tandis qu'à Nuoro et dans d'autres localités on meurt de faim. Il y a donc un grand problème de contrôle public sur les activités assistancielles. Nous voulons connaître à travers des rapports périodiques et publics l'état de l'actif et du passif du Comité de secours d'hiver. Nous devons exercer une pression afin que les secours soient distribués immédiatement.

Le deuxième problème principal, outre l'assistance, est de lutter pour qu'on exécute tout de suite les travaux nécessaires pour tamponner les barrages du Po.

L'état actuel des choses, tel qu'il se pré-

sente aujourd'hui, trois mois après les désastres du Midi et deux mois après ceux qui ont frappé la Vallée du Po, trouble tous les citoyens et illumine plusieurs faits, qui semblent ne pas avoir d'explication, et qui s'étaient vérifiés dans la Vallée du Po au cours des mois de novembre et de décembre. On n'a jamais expliqué, par exemple, pourquoi donc le fossé de Polesella n'avait pas été brisé, avec le barrage de Cannavella, du côté de l'estuaire. Si cette proposition avait été accueillie et réalisée, la moitié du Polesine pouvait probablement être sauvée. Le préfet de Rovigo dit-on n'avait pas de moyens suffisants pour assurer l'abandon de la zone qui allait être submergée par la suite de l'opération par les populations. Il n'avait pas de moyens, mais en a-t-il demandé? Est-ce qu'on les lui a refusés? La zone fut ensuite submergée quand même et les populations durent être sauvées dans des conditions dramatiques. Mais après la catastrophe, le gouvernement ne donna pas de réponse aux techniciens qui disaient ce qu'ils fallait faire tout de suite.

Il faut trouver l'argent pour commencer les travaux et pour les terminer. Et les problèmes de l'initiative populaire se posent ici aussi. Nous et les organisations démocratiques et syndicales, nous avons posé des revendications. Mais on ne peut pas attendre. Nous devons traduire ces revendications en plans de lutte et organiser la lutte des populations à travers la mobilisation des syndicats, des organisations démocratiques des femmes, des jeunes, des Comités de la terre et de la reconstruction. Il faudra recommencer les grèves à l'envers, pour déplacer les populations des pays en ruine, pour renforcer les barrages, sous la direction de techniciens, là où cette direction est nécessaire, et en présentant le compte des journées de travail aux Comités officiels et aux autorités responsables. La question se lie aux mots d'ordre du « retour dans le Polesine », et la reconstruction du Polesine confiée aux gens du Polesine, aux travailleurs du Polesine.

Il y a le problème de la reconstruction des entreprises agricoles endommagées, et de la reprise de l'activité agricole, il y a le problème des revendications immédiates et de la reconstitution du cheptel et des moyens techniques des petits paysans. Il y a un problème des contrats agraires dans les zones inondées. Sur l'initiative de l'opposition, la loi Fanfani sur la reconstruction des entreprises endommagées reconnaît le principe que les inondations et les marées ne peuvent pas justifier la rupture des contrats agraires. Et encore: les concessionnaires, les bailleurs, les salariés agricoles doivent avoir la préférence dans les travaux de reconstruction foncière et agraire. Ces mesures permettent des développements intéressants, parce qu'on admet ici pour la première fois que le contrat des salariés agricoles est un contrat agraire. Quand à la reconstitution du cheptel et des moyens techniques des petits paysans, elle doit être faite par l'Etat, qui doit y employer les profits des gérances gouvernementales des Fédérations des Consortiums agricoles et une partie des profits des coopératives entre producteurs. Cela parce que la reconstruction agricole est une obligation nationale, et c'est donc l'Etat qui doit l'assurer et la contrôler...

Les problèmes de réforme foncière et agraire qui se posent dans le Polesine à la suite de l'inondation ne concernent pas seulement la partie de la province de Rovigo qui, se trouvant dans le Delta du Po, est soumise à la loi de la réforme agraire. Il est clair en premier lieu que la délai des termes pour les plans d'expropriation prévus par la loi ne doit signifier aucunement une suspension ou une renonciation à la réforme, comme le prétendraient certains journalistes asservis aux agrariens. Pour imposer la réforme même contre les argumentations de ces gens-là, il faut que les ouvriers agricoles et les paysans pauvres des villages du Delta qui appartiennent à la province de Rovigo se battent pour la plus prompt présentation possible des plans d'expropriation à la charge de l'Etat peuvent très bien prouver que les oeuvres hydrauliques exécutées en même temps que la distribution des terres aux paysans.

Toutes ces oeuvres, ainsi que celles qui concernent la reconstruction foncière et agricole et la possibilité de donner du travail à tous les ouvriers agricoles, exigent des fonds massifs et de solides investissements emplois de capi-

X

U. S. OFFICIALS ONLY

aux sur la base d'un plan organique et de long-
 durée. Nous sommes pour la suspension des
 dépenses du réarmement en faveur des œuvres
 de reconstruction; mais nous pouvons accepter
 cette façon subordonnée, la thèse de ceux
 qui se parlent que de priorité de la reconstruction
 sur le réarmement, pourvu que ceux qui
 affirment ces thèses les soutiennent concrète-
 ment dans les faits.

Pendant l'inondation dans la Vallée du Pô,
 le bruit courut que le gouvernement aurait
 été empêché de se mouvoir librement par l'exis-
 tance d'un pouvoir non national, duquel dé-
 pendant en définitive, plusieurs de ses déci-
 sions. A ceux qui diffusent ces rumeurs dans
 l'intention de défendre l'œuvre du gouverne-
 ment italien, nous répondons: il est possible
 de délier les mains de notre gouvernement pour
 le libérer d'une sujétion inacceptable, pourvu
 qu'on abandonne la politique actuelle. Les faits
 eux-mêmes se chargent donc de prouver que
 la lutte pour la paix et la lutte pour l'assistance
 aux inondés, la lutte pour la liberté et l'in-
 dépendance et la lutte pour la reconstruction
 des régions frappées par le désastre ne sont
 que des aspects du même problème.

Les effets des désastres d'automne dans l'at-
 titude des partis gouvernementaux et dans ceux
 qu'on appelle de « troisième force » ont été plutôt
 faibles; ni la droite démocrate-chrétienne d'une
 part, ni les « troisièmes forces » de l'autre, n'ont
 été à même d'élaborer de nouveaux programmes
 concrets. La seule préoccupation de ces « troi-
 sième forces » semble être de profiter de l'us-
 sure de la DC bien qu'elles ne réussissent même
 pas à atteindre un tel résultat du moment
 qu'elles s'apparentent avec ce parti.

Cependant la discussion féconde sur les pro-
 blèmes de la nation s'est étendue, surtout après
 les élections municipales. Les prochaines élec-
 tions dans le Midi et la prochaine consultation
 politique accentueront l'usure des partis gou-
 vernementaux. Nous avons montré comment
 peut-on sortir de la grave situation actuelle:
 un gouvernement de paix qui permette à notre
 peuple un travail pacifique de reconstruction.
 Dans cette direction il y a une possibilité de
 détente. Si les chefs atlantiques ont répondu
 qu'une détente est impossible, c'est parce qu'ils
 savent que la détente constitue leur défaite
 politique.

DISCOURS PRONONCE PAR LE CAMARADE LONGO DEVANT LE COMITE CENTRAL le 7 janvier 1952.

Les objectifs fixés par le VIIème Congrès
 du Parti pouvaient se résumer dans les exi-
 gences suivantes: un gouvernement de paix,
 une politique de travail, l'unité de la classe
 ouvrière...

Les données sur la récolte des signatures
 pour une rencontre des 5 Grands et pour un
 Pacte de Paix confirment encore une fois l'é-
 tendue de notre travail — malgré certaines
 faiblesses — pour la défense de la paix, et le
 succès de ce travail. Toutefois les signatures
 ne sont pas suffisantes et il faut aller au-
 delà, sur le chemin de l'action concrète de
 masse et de la pression politique, comme on l'a
 fait à l'occasion de la visite d'Eisenhower en
 Italie, ainsi qu'à travers l'envoi de délégations
 pour la paix chez les différentes autorités et
 personnalités. L'alternative de plus en plus tra-
 gique et menaçante: guerre ou paix, élargit
 nos possibilités de travail et de mobilisation,
 mais nous impose de même de plus grands
 efforts, plus de sensibilité, plus d'intelligence
 politique. Le mouvement des Partisans de la
 Paix doit mieux se caractériser avec sa propre
 physionomie, sa propre activité autonome, sa
 propre organisation, ses propres dirigeants et
 militants...

La politique de course à la guerre amène la
 misère et la réaction fasciste. Les chiffres sont
 tragiques. Nous avons atteint le nombre de
 millions de chômeurs, si nous y comprenons
 les chômeurs partiels. L'outillage industriel n'est
 exploité qu'à 64% dans le domaine de la
 production des utensiles, au 50% dans la pro-
 duction des chantiers, et au 50% dans la pro-
 duction des tracteurs. Les crises des « Reg-
 giane », de la « Breda », de la FIAT, de la
 « Nebiolo », ne sont que les derniers anneaux
 d'une chaîne tragique qui amène notre industrie

à la ruine. Devant cette grave situation le
 gouvernement démocrate-chrétien, au lieu de
 favoriser la production italienne, stimuler l'im-
 portation de machines et de produits étrangers,
 en premier lieu les produits américains. Le ca-
 marade Longo fournit à ce sujet des chiffres
 impressionnants: par rapport à la production
 nationale, on importe en Italie le 685,9% de
 machines pour l'industrie mécanique, le 275,4%
 de machines textiles, le 1356,4% de machines
 pour l'industrie chimique et pétrolière, le
 2825% de machines pour l'industrie du bâti-
 ment et pour les mines. Cent milliards ont été
 employés par le gouvernement afin de faciliter
 l'achat de machines à l'étranger et seulement
 10 milliards pour l'achat de machines à l'étran-
 ger et en Italie. Le gouvernement n'utilise même
 pas les travaux publics comme moyen de sou-
 lagement de la chômage et de la misère. Les
 travailleurs occupés dans des travaux de ce
 genre, qui étaient 265.000 en 1935 n'ont été
 en 1950 que 142.000. La diminution est plus
 accentuée dans le Midi là où le chômage est
 justement le plus élevé. Il suffit de penser
 qu'en une seule année, de 1949 à 1950, les
 heures de travail pour des travaux publics ont
 diminué dans le Midi, de 15 millions à 11 mil-
 lions 307 mille. Nos échanges internationaux
 subissent une distorsion à cause de la sujétion
 à l'Amérique et à sa politique de guerre. Il
 suffit de dire que la moitié de notre commerce
 se fait avec la septième partie de la population
 du globe, et que la trentième partie de
 ce commerce seulement se fait avec un tiers
 de la population mondiale. C'est-à-dire que
 notre commerce s'adresse pour la moitié ver-
 les pays qui s'industrialisent actuellement, qui
 se développent, et qui pourraient nous fournir
 des matières premières et des produits contre
 nos marchandises. Les impôts croissants pres-
 qu'exclusivement sur les consommateurs et sur
 les petits et moyens propriétaires. Un savant
 bourgeois, en analysant les résultats de la décla-
 ration des revenus, a prouvé que les 25.000 fa-
 milles de grands rentiers n'ont dénoncé que le
 3% de ce qu'ils devaient dénoncer selon la loi,
 que les 275.000 familles de moyens rentiers
 n'ont dénoncé que le 15%, tandis que les 5 mil-
 lions de familles de petits rentiers ont dénoncé
 plus que le 60% de leur revenus. Ce sont des
 chiffres scandaleux qui illuminent clairement
 le caractère de classe du gouvernement démoc-
 rate-chrétien et de tout l'organisme d'état
 italien.

L'argent du Plan Marshall a été monopolisé
 au 22% par la FIAT, au 21% par l'Erison, au
 17% par la Finsider, au 5% par le sénateur
 démocrate-chrétien Faick. Le 6% seulement de
 cet argent est allé à des sociétés étrangères
 aux grands monopoles. Le crédit — qui est mo-
 nopolisé par les grands trusts et qui passe dans
 les dépenses pour le réarmement — est la mi-
 ne qui fait sauter les petites et moyennes en-
 treprises. En exploitant leur position monopo-
 liste sur le plan économique et politique, les
 60 sociétés industrielles les plus grandes ont
 augmenté leurs profits du 33% en une seule
 année. En tout, les profits industriels, de 1948
 à 1950, ont passé de 442 milliards à 615 mil-
 liards. Voilà le résultat de la sur-exploitation
 du travail humain! On sait en effet que les
 coûts de production, de 49 à aujourd'hui, ont
 été réduits du 8% dans les industries extrac-
 tives, du 21% dans les usines d'automobiles,
 du 32% dans les industries du verre et encore
 plus largement dans les industries des tissus
 artificiels.

Le camarade Longo dresse ensuite un bilan
 des principales luttes ouvrières menées au cours
 de l'année dernière. Il rappelle l'exemple glo-
 rieux et significatif des « Reggiane » où l'on a
 conduit la lutte la plus engagée et la plus
 avancée, peut-être, lutte, qui après la fin de
 sa première phase, continue avec les mêmes
 objectifs: programme de production, reprise
 des travailleurs dans l'entreprise, paiement du
 travail accompli et indemnités. L'aide qu'il
 faut apporter à Reggio c'est de considérer cette
 lutte comme un fait très positif de la volonté
 et de la conscience de classe de ces ouvriers.
 La lutte pour la défense de la Breda a été
 moins longue, mais non moins âpre. Ici l'on
 a eu une large popularisation de l'intérêt na-
 tional et national à la défense de la Breda, et
 la dernière phase de la lutte, qui a été comba-
 tue avec la solidarité des autres ouvriers de
 Sesto et de Milan, a donné le résultat positif
 plein de signification et d'importance politi-
 que, de faire reconnaître la nullité de l'accord

U. S. OFFICIALS ONLY

conclus entre le Ministère du Travail, la direction de l'usine et la CISI, c'est-à-dire une organisation minoritaire. Dans le Midi, bien qu'on se soit battus dans des conditions particulièrement difficiles, on a presque toujours réussi à réaliser de substantielles alliances politiques autour des motifs de la renaissance du Midi. Ces alliances et ces motifs ont servi à freiner sérieusement les plans de démobilitation de certaines des principales usines de Naples et de Palerme. Il fut réussi à poser dans les centres industriels les plus importants le problème de la production et de la politique économique. A Turin, par exemple, on a réussi à mener une vaste action de propagande sur les causes et la nature de la crise qui s'est manifestée à la FIAT. Mais la lutte n'a encore que faiblement le caractère d'une lutte de défense de l'industrie et de pression pour changer l'orientation monopoliste et favorable aux constructions de guerre, qui est l'orientation de la direction FIAT. Et pourtant, chez les ouvriers et au sein de la population de Turin, il y a toutes les conditions pour une action plus vaste et plus soutenue. Pour faire cela, il faut axer notre activité sur les questions concrètes de l'usine, du travail, des intégrations et des augmentations des salaires, et insister pour l'adoption d'un programme productif fondé sur la production à l'échelle la plus large des voitures utilitaires.

Avec le déclenchement de la crise FIAT, le panorama a changé parce que la lutte pour la défense de l'industrie touche aujourd'hui le secteur des trusts lui aussi, et permet une action ouvrière coordonnée en vue des objectifs généraux du Plan du Travail et des objectifs particuliers relatifs à l'industrie mécanique, contenus dans les dix points proclamés par le Comité directeur de la CGT en juillet 1951.

Après avoir dénoncé le fait que l'offensive contre les organisations et les dirigeants des travailleurs des usines est en train de prendre un caractère ouvertement fasciste, le camarade Longo analyse les luttes dans les campagnes. Il remarque que la lutte pour la terre en Calabre a déjoué la manœuvre gouvernementale de division des paysans. Toutefois, l'entrée en vigueur de la loi Segni a provoqué dans d'autres zones un ralentissement dans les luttes syndicales. Dans plusieurs provinces on est en retard dans le travail des comités de la terre, dans la présentation des demandes de terre, dans la formation des listes des ayant-droit à la terre et dans la lutte pour étendre l'application de la loi Segni. Après avoir remarqué, comme un fait positif, que dans les Pouilles on a liquidé finalement les positions sectaires existant chez de choiches des ouvriers agricoles, Longo met en relief les aspects particuliers de la lutte pour la terre là où existe la production capitaliste. Dans les entreprises agricoles à métagage fixe, il faut exiger le travail permanent pour les salariés et la stabilisation de l'ouvrier agricole dans l'entreprise, la réforme des bureaux de placement, l'extension du système de la participation, les améliorations foncières à la charge du propriétaire. Les expériences accomplies dans les provinces de Ferrare et de Bologne sont intéressantes à ce sujet. Les zones à métagage classique exigent elles aussi une lutte particulière, entreprise par entreprise, afin d'obtenir la stabilisation dans l'entreprise, le contrôle des bails, la transformation en un bail du contract de métagage...

Nous saluons la constitution de l'Association des Paysans méridionaux ayant 150.000 associés organisations, qui ont actuellement un caractère d'avantgarde, se transformeront en de véritables associations de masse.

Toute notre action pour le Plan du Travail doit devenir plus concrète et non seulement propagandiste. La Direction du Parti et les groupes parlementaires ont déjà décidé de présenter des propositions concrètes pour la nationalisation de l'IRI, des industries électriques et de la Montecatini. La Direction du Parti et les groupes parlementaires ont décidé d'élaborer avec les socialistes et avec tous ceux qui veulent qu'on applique les principes économiques et sociaux de la Constitution Républicaine les mesures législatives nécessaires afin de détruire les bases du capital monopoliste, de favoriser les intérêts de la petite et moyenne épargne, de la petite et moyenne production, et de frayer le chemin de la gestion des

entreprises par toutes les forces du travail dans les nouvelles entreprises nationalisées. Des propositions concrètes devront être faites afin de résoudre immédiatement le problème de l'habitation pour les pauvres gens qui habitent dans des taudis, de l'assistance sanitaire gratuite aux couches les plus larges des citoyens qui en ont besoin, de l'assistance aux inondés et à l'enfance.

Le camarade Longo rappelle ensuite au Comité Central l'importance des Conseils introduits dans les usines par la Résistance italienne. Ces organismes ont la tâche spécifique de déterminer une politique productive plus rationnelle, une meilleure combinaison des facteurs de la production, une production plus intense à des prix plus bas et une augmentation des investissements productifs. Ils se proposent d'atteindre ces objectifs grâce à l'aide de toutes les catégories de la production sans aucune discrimination politique et sociale, et ils sont donc la meilleure preuve que le mouvement ouvrier est sorti, comme disait Gramsci, de la phase de la lutte pour la redistribution du profit et qu'ils se pose au point de vue de la production. Si les patrons malgré les principes affirmés par la Constitution Républicaine, refusent de reconnaître ces organismes et d'y collaborer, nous devons procéder tout de même aux élections démocratiques des Conseils.

C'est à la CGT qu'il revient de prendre des initiatives tendant à poser à l'ordre du jour du pays la constitution de ces organismes dans toutes les principales industries, ainsi que d'élaborer une loi qui en fixe les tâches et les fonctions.

Les soi-disants comités gouvernementaux pour la productivité, constitués sur une inspiration et avec des buts américains, n'ont rien à voir avec les Conseils de Gestion. Ils n'ont rien à voir avec le contrôle et la direction démocratique de la production mais ils laissent exploiter du travail humain. Ils ne sont que des instruments pour une plus servile exploitation du travail humain. Ils ne servent pas à contrôler la direction patronale par les travailleurs, mais ne ils sont que les instruments du patronat et de l'impérialisme américain pour exercer une pression sur les travailleurs, selon les principes de l'ERP et de l'OEEC. Ces soi-disants comités pour la productivité ne se proposent pas un meilleur rendement unitaire du travail, mais une plus intense exploitation de celui-ci, c'est-à-dire comme l'a dit le vice-président américain de l'ECA, « une plus grande production unitaire par le même emploi de main d'œuvre, d'espace, de outillage et de machines ».

Ces comités qui veulent se constituer selon les principes américains peuvent mieux être appelés des comités de sur-exploitation contre lesquels le mouvement ouvrier et la CGT à sa tête se proposent de lutter de toutes leurs forces.

Cette grande campagne de la CGT contre la sur-exploitation est entrée dans une phase plus aiguë grâce à la campagne pour le respect des contrats et pour l'augmentation des salaires.

Longo rappelle quelle a été la plateforme créée par la CGT pour cette campagne: respect des contrats, augmentation des salaires de 15 % environ, inclusion dans le salaire de base de la réévaluation et d'une partie remarquable de la contingence, intégration du salaire hebdomadaire ouvrier et, pour ceux qui travaillent à un horaire réduit rapprochement des distances entre les salaires des hommes et des femmes, abolition de la sur-exploitation et engagement de nouvelle main-d'œuvre.

L'agitation a commencé sur le plan des entreprises et des catégories ouvrières. Le patronat s'est hâté de déclarer que les revendications ouvrières ne pouvaient pas être acceptées, en affirmant qu'une augmentation des salaires aurait provoqué l'augmentation des coûts de production et aurait donc réduit les possibilités d'engagement de nouvelle main-d'œuvre. Les industriels ont affirmé aussi que les augmentations ne peuvent pas peser sur les profits car ceux-ci, là où il y en a eu, ont été déjà placés dans de nouvelles productions.

Il n'a été facile à la CGT de répondre que les demandes d'augmentation étaient présentées par les organisations de base justement pour que celles-ci fussent proportionnées aux possibilités réelles de chaque entreprise et de chaque secteur, et qu'il ne s'agissait pas d'élever les salaires au niveau de l'augmentation du coût de la vie, étant donné que cela est

RESTRICTED

XII

RESTRICTED CONTROL

U. S. OFFICIALS ONLY

le but de la contingence, mais d'élever réellement les niveaux des rétributions réelles. La CGT a affirmé que ces augmentations, peuvent être obtenues grâce à de raisonnables réductions des profits des capitalistes et sans provoquer de hausse des prix du moment que l'augmentation des salaires n'absorberait qu'une partie des surprofits capitalistes. Aujourd'hui les salaires bas, e correspondent ni à des prix bas ni à une plus large occupation. Au contraire, les salaires bas et les bas pouvoir d'achat des masses mènent de pair. Donc, si une partie du profit capitaliste est transformée en salaires cela provoquera de plus grandes demandes de produits et, partant, une plus grande production et une plus large occupation. L'augmentation des salaires stimulera la production, l'occupation, le commerce, et donc toute la vie économique.

Il était clair que sur cette base la campagne pour les salaires ne pouvait avoir l'ampleur et le développement nécessaire à son succès sinon à travers la mobilisation, non seulement de tous les militants et de tous les organismes syndicaux, mais aussi de toutes les masses intéressées, même de celles qui sont le plus arriérées et le moins élevées au point de vue politique. Longo relie ce problème au problème de la réalisation d'une démocratie syndicale réelle, de haut en bas.

Il faut faire arriver à tous les travailleurs, aux femmes, aux jeunes, l'explication et la raison des revendications posées. Et il ne s'agit pas seulement de populariser dans le syndicat et au milieu des masses les raisons de la campagne des salaires, mais surtout de faire participer ceux qui y sont intéressés à l'élaboration des revendications, de réaliser à une large échelle la démocratie syndicale de mobiliser, usine par usine, catégorie par catégorie, les travailleurs et les amener à la lutte.

Dans certaines entreprises on est déjà arrivé à réaliser des accord écrits entre tous les représentants syndicaux d'entreprise pour revendiquer des augmentations; dans autres entreprises, on a voté des ordres du jour et on a signé ensemble les revendications à présenter. Partout où le travail a été bien mené, nombreuses ont été les agitations et les luttes d'entreprise. Naples présente un tableau remarquable: 145 agitations dans le secteur industriel, pour 81.000 ouvriers; 16 agitations des ouvriers agricoles, pour 7.400 travailleurs; 14 manifestations de chômeurs, pour 4.000 travailleurs. La même ampleur a été atteinte dans certaines autres provinces, et les formes de ces agitations et de ces luttes ont été souvent des manifestations sur le tas ou hors de l'entreprise, à de courtes suspensions du travail, à des grèves partielles, intermittentes ou générales de courte durée, à des occupations de sections ou d'entreprises. Souvent les agitations ont atteint leurs objectifs, surtout là où l'on a posé les revendications d'une façon juste. Dans certains cas on a obtenu de véritables augmentations des salaires ou des acomptes sur des améliorations éventuelles. En tout, des centaines de milliers de travailleurs ont présenté des demandes d'augmentation de leurs salaires aux directions respectives et des milliers de travailleurs, dans des centaines d'entreprises, ont déjà lutté et atteint des succès partiels. Ces succès confirment l'exactitude de la plateforme de la campagne des salaires et des méthodes de travail, même si la campagne n'a pas atteint encore une ampleur suffisante.

Pendant la campagne pour les augmentations des salaires, la nécessité déjà montrée par le 7ème Congrès du Parti - de renforcer tous les organismes de masse et surtout les organisations syndicales, a pris un relief particulier. Le problème du renforcement de l'organisation syndicale n'est pas seulement un problème concernant le meilleur fonctionnement des cadres, mais surtout le problème d'une structure meilleure et plus articulée de l'organisation, de la décentralisation, et de la constitution d'organismes syndicaux de base.

Le Congrès de Gênes de la CGT avait déjà montré l'exigence de décentraliser les Bourses du Travail des grands centres industriels à travers la constitution de Bourses du Travail de quartier ou de secteur. Plusieurs difficultés d'organisations et de fonctionnement des organisations syndicales proviennent de l'absence de ces articulations périphériques. Longo cite à ce propos l'expérience positive de Gênes, où la remise des cartes du syndicat et le paie-

ment des cotisations marchent très bien grâce à la décentralisation de la Bourse du Travail en huit Bourses périphériques.

Longo lie la question de la décentralisation à l'articulation que l'on veut donner au syndicat dans l'usine à travers la constitution des comités de militants syndicaux. Des expériences positives ont été déjà réalisées par les organismes syndicaux dans cette direction. Tous soulignent à l'unanimité que, partant, les comités des militants syndicaux ont pris le caractère d'instruments du syndicat pour l'orientation et la direction dans l'usine des organismes syndicaux et pour le renforcement de l'activité du syndicat au milieu de la masse des ouvriers. L'activité des comités des militants syndicaux a relevé le prestige du syndicat à l'usine, a contenu, réduit et amoindri le travail néfaste des syndicats scissionnistes.

Longo approuve les organisations qui ont constitué des comités de militants syndicaux de fraction et de quartier pour ces catégories qui, comme les travailleurs du bâtiment, les artisans, les garçons d'hôtel, ne sont pas concentrés dans des usines ou des bureaux d'une certaine importance. Une expérience intéressante et utile a été celle de constituer les comités syndicaux d'entreprises dans les centres où résident les ouvriers agricoles, dans les entreprises agricoles à cultures fixes, dans les entreprises à métayage et à bail.

Le camarade Longo continue le renforcement des organisations syndicales en rappelant les données sur la remise des cartes de la CGT pour la nouvelle année, remise qui se déroule de façon très encourageante. Il suffit de penser qu'au 25 décembre on avait déjà distribué 2 millions 300 mille cartes, c'est-à-dire 1 million 200 mille en plus que l'année dernière à la même date. Ces données prouvent toutefois que non seulement le Parti et la CGT, mais aussi tous les syndicats de catégorie doivent mieux aider le Midi. L'Unité des Commissions Intérieures doit être activement défendue. En aucun cas il ne faut obliger ces organismes à prendre des décisions sur des questions qui ne sont pas de leur compétence, surtout quand tous les membres ne sont pas d'accord. Au cas où la commission intérieure n'accepte pas à l'unanimité les propositions des comités de militants syndicaux de la CGT, ces derniers doivent accepter de conduire en leur nom, ou au nom du syndicat, les agitations, et appeler éventuellement les ouvriers à l'action. Les commissions intérieures ne doivent pas s'intéresser de questions de caractère syndical. Elles ont la tâche de faire respecter le contrat, mais la réalisation du contrat et toutes les questions concernant les contrats sont de la compétence du syndicat.

Le camarade Longo termine cette partie de son rapport en examinant le travail accompli par les brigades des constructeurs à la FIAT Mirafiori. L'idée de faire une mobilisation particulière, pour une période donnée, et pour des objectifs précis, des cadres de l'usine et de l'extérieur, s'est révélée comme étant efficace pour liquider des situations en stagnation, pour créer de l'élan et de l'enthousiasme dans le travail, pour éliminer des faiblesses et des erreurs.

La dernière partie du rapport du camarade Longo a été consacrée à l'examen de certains résultats obtenus par notre travail de masse.

Longo a souligné les expériences positives et négatives réalisées par nos camarades au sein des coopératives, des associations artisanales, et des organisations des petits commerçants, au sein de l'ENAL, de l'association des chasseurs, et dans d'autres organisations de masse. Des expériences particulièrement positives ont été réalisées dans le domaine sportif, de l'assistance et des associations des anciens combattants.

Camarades - s'écrit le secrétaire général-adjoint du Parti - nous marchons vers une situation de plus difficile, de plus en plus dure, une situation dans laquelle l'action du Parti, des organisations populaires, et des grandes masses acquiert une importance décisive pour la défense de la paix, de la liberté, du travail, dans notre Pays. Il faut que le Parti et tous les camarades qui ont des responsabilités dans la direction et l'organisation de masse, n'aient pas seulement la conscience des difficultés que nous avons à affronter et éliminer, mais aussi de la force dont nous disposons et des possibilités existantes si nous

XIII

RESTRICTED

CONTROL

U. S. OFFICIALS ONLY

saurons accomplir notre devoir jusqu'au bout, notre devoir qui est de faire réguler les fau-
teurs de guerre, les exploitateurs et les affa-
meurs du peuple, et de faire avancer au con-
traire les forces du peuple, les forces de la
paix et de la liberté.

**DONNONS ICI DES LARGES EXTRATS DU
DISCOURS PIONONCE A NAILES PAR LE
CAMARADE TOGLIATTI le 20 janvier 1962**

Le camarade Togliatti commence son dis-
cours en affirmant que l'année passée a vrai-
ment été pour nous une année singulière, digne
d'être rappelée de façon particulière. Nous avons
travaillé beaucoup, nous avons du soutenir des
lutes bien dures et le résultat a été très pos-
sitif, tel que certainement nos adversaires ne
s'y attendaient pas, tel que peut-être même
dans nos rangs plusieurs ne s'y attendaient
pas aussi.

Pensez à la situation d'il y a un an; cher-
chez de vous rappeler quels étaient les motifs
dominants de la polémique menée contre nous
par les organes du parti cléricale et de la
presse gouvernementale en général. Selon ces
faux prophètes, l'année qui commençait aurait
inévitablement été l'année de notre délabre, de
notre isolement complet des masses des travail-
leurs et du peuple italien. Ils annonçaient que
le Secrétaire du Parti Communiste aurait dispa-
ru de la direction du Parti on ne sait bien
si à cause de raisons ténébreuses qu'ils étaient
les seuls à connaître, ou seulement à cause
d'un malheur physique, naturel. En général,
s'il vous arrive un malheur, et vous êtes dans
la vie politique, soyez sûrs que celui qui pro-
fitera de votre malheur et qui tachera de s'en
servir comme d'une arme contre vous, c'est à-
dire celui qui montrera d'être le plus inhu-
main, le plus méchant, ce sera toujours le
cléricale.

En outre, ces faux prophètes disaient que
des rangs de notre Parti était en train de
survenir un terrible mouvement d'opposition in-
térieure qui aurait finalement fait connaître à
tout le monde que nous ne sommes pas des
italiens, mais des ennemis de la Patrie ita-
lienne et des agents de l'étranger.

Et bien, qu'est-il arrivé de toutes ces pro-
phéties? Elles ont été emportées par le vent
et rien n'en est resté. Les deux petits voyous
qui auraient dû être l'instrument de l'action
pour désagréger notre grand Parti, ou sont-ils?
Y a-t-il quelqu'un qui puisse m'en donner des
nouvelles? On dit qu'on a surtout des nouvelles
d'eux dans une section spéciale du Ministère
de l'Intérieur où se concentrent les services
d'espionnage et de corruption des forces orga-
nisées des travailleurs.

Nous, comme dirigeants, comme cadres du
Parti, comme masse de membres du Parti, nous
n'avons jamais été si tranquilles, si sereins,
si sûrs de nous-mêmes, si unis dans l'action,
dans la lutte que nous menons. Je dirais même
que c'est un moment, celui-ci, où nous nous
sentons particulièrement forts car nous sentons
encore plus étroit notre lien avec les masses
de la classe ouvrière, des travailleurs, et avec
les intérêts des couches même socialement éloi-
gnées de nous, par notre action, par ce que
nous sommes à même de donner au Pays.

Nous avons mené certaines lutes remarqua-
bles. Il y a eu la bataille électorale dans la
quelle les positions de notre Parti se sont
étendues partout, avec quelques petites excep-
tions. De concert avec le Parti Socialiste frère,
nous avons réussi à dépasser le 40 % de la masse
électorale qui avait été appelée à s'exprimer
au cours des dernières élections municipales.
Ce seul fait prouve que nous sommes arrivés
à un point tel que qu'il s'est créé, quant aux
rapports de force entre notre front et le front
de la réaction, un rapport au delà duquel on
ne peut pas aller sans que les choses changent
radicalement dans notre Pays.

Même sur le terrain des lutes du travail,
des revendications des ouvriers, des paysans,
des employés, nous avons été engagés dans
de grandes batailles. Il suffit de rappeler la
lutte héroïque des travailleurs des Usines Reg-
giane, dans le cœur de l'Emilie.

Togliatti rappelle à ce moment la lutte des
ouvriers de dizaines et de centaines de fabri-
ques menacées de clôture, et, entre toutes, la
lutte courageuse menée à Milan par les ou-
vriers de la Breda. Pour la première fois, ils
s'étaient trouvés devant une honteuse conspi-

ration entre le gouvernement et les dirigeants
d'une organisation syndicale scissionniste, mi-
nitaire; à travers cette conspiration on cher-
chait d'imposer à une masse de milliers de
travailleurs organisés dans les rangs de la
CITT un pacte signé contre leur volonté et
leurs intérêts. Les ouvriers de la Breda ont
réagi à cette tentative qui, pour la première
fois en Italie, a montré aux travailleurs et aux
citoyens comment les plans secrets du gouver-
nement cléricale et de ses agents qui travaillent
à la tête des syndicats scissionnistes, s'inspi-
rent à la soi-disant politique syndicale du
fascisme.

Le plan du gouvernement a été révélé pour
la première fois au cours de l'épisode de la
grève courageuse, qui a duré plus d'une semaine
à Breda, et les ouvriers de la Breda, par une
ne, ont réussi à démasquer de plan et à y faire
échec.

Nous avons eu des lutes incessantes dans la
Campagne, soit pour l'amélioration des condi-
tions d'existence des paysans travailleurs, des
salariés, des métayers, des bailleurs, soit pour
réclamer une plus grande quantité de travail
pour la masse des paysans en général, soit pour
faire obtenir aux paysans sans terres les terres
auxquelles ils aspirent depuis des dizaines, des
centaines d'années. Et nous nous sommes battus
ici sur le terrain d'une loi faite par le gou-
vernement sous la pression du mouvement des
masses laborieuses. Il y a quelqu'un qui dit
que nous aurions commis une erreur en accep-
tant de nous battre sur le terrain de cette loi.
Je sais que je veux avoir cent, et en luttant
pour avoir cent je réussis à arracher à grand
peine dix, ce dix je veux les avoir et au cours
de l'action successive je chercherais sur la base
de ces dix d'arracher trente, cinquante, jusqu'à
ce soit satisfaite l'aspiration de la grande masse
des paysans, jusqu'à ce que l'ancien problème
de la réforme agraire trouve sa solution.

Au cours de toutes ces lutes nous avons
senté encore une fois que loin d'être isolés,
nous sommes entourés de nous les sympathies de
couches de plus en plus nombreuses de tra-
vailleurs et de citoyens. Et même quand nous
avons regardé au delà des limites de la classe
ouvrière et des paysans, quand nous avons
soulevé des problèmes qui concernent la vie
de la Nation en général, le développement de
la culture et des différentes formes d'organi-
sation de la vie nationale, nous avons senti
que les choses que nous disions étaient com-
prises, sinon acceptées, même par des gens
bien éloignés de nous.

A ce point, Togliatti annonce que le 90 %
des anciens camarades a déjà repris la carte
du Parti et qu'avant la fin du mois le nombre
des inscrits au Parti de l'année dernière aura
été atteint. Il y a beaucoup de personnes, qui
désormais désabusées par les ritournelles gou-
vernementales, selon lesquelles le Parti Com-
muniste se trouverait toujours devant une crise
se demandent, avec curiosité quelquefois, avec
préoccupation d'autres fois, où sont les racines
de notre résistance comment peut-il arriver que
tandis que nous avons un gouvernement d'an-
ticommunistes qui a créé des conditions parti-
culières pour mener la lutte contre nous, qui
gaspille certainement des milliards et des dizai-
nes de milliards pour tacher de désagréger nos
rangs, comment peut-il arriver que notre Parti
résiste, qu'il ne montre aucun signe de faiblesse,
qu'il va de l'avant sur de soi-même, et que
les masses fondamentales du peuple qui vivent
de leur travail le considèrent comme leur
espoir.

Et il y a de ceux qui imaginent des choses
fantastiques et qui disent: «ce sont les masses
pauvres qui suivent ce parti parce qu'il leur
promet le paradis», et un autre ajoute: «non,
attention, parce que là aussi où les ouvriers
et les paysans ont réussi à arracher de méil-
leures conditions d'existence, ils suivent le Parti
communiste; il y a même des régions où les
lens de ces masses avec le Parti Communiste
sont encore plus forts que dans les régions
arriérées». Et alors il imaginent une activité
diabolique de notre organisation, grâce à la-
quelle nous réussissons à maintenir nos forces.
Et ils restent dans le doute, dans l'incertitude.

Je voudrais conseiller ces messieurs de ne
pas se détacher des règles du raisonnement
élémentaire, auquel nous nous sommes hapi-
tués depuis que nous avons commencé à nous
servir de notre cerveau. Quand un parti, malgré
la lutte qu'on mène contre lui, résiste,
qu'il se renforce et il va de l'avant, cela veut

dire que la politique de ce parti est juste, que ce parti a raison, que le peuple, dans les groupes fondamentaux des travailleurs sent que la politique de ce parti est juste, que ce parti a raison; et pour cela il le soutient, il le renforce, continuellement, il le pousse en avant.

Pourquoi le Parti Communiste Italien a-t-il pu, en 1943, 44, 45, se présenter comme le Parti le plus national, le plus démocratique, comme le Parti capable de poser à la Nation des objectifs nationaux et démocratiques derrière lesquels, à la fin, tous durent se grouper. Il ne s'est pas agi d'un hasard; dans nos positions de ce moment-là furent le point culminant de toute la lutte que nous avons menée pour la liberté, la paix et l'intérêt de l'Italie. A travers cette lutte, à travers l'action que nous avons menée, avant et après la chute du fascisme, nous pouvons dire d'avoir réussi à résoudre en Italie, et à bien résoudre, certaines questions fondamentales du mouvement des masses laborieuses et en particulier de la classe ouvrière.

Ce n'est pas un destin, ce n'est pas une loi, que la classe ouvrière doive avoir une orientation socialiste et qu'elle doive avoir à sa tête un parti d'orientation socialiste; mais c'est le résultat d'une action qui doit être menée sur la base de conditions objectives données, sans doute favorables à cette solution, par une avantgarde consciente, qui, au moment même où elle commence à s'organiser doit se proposer cet objectif: réussir à conquérir à l'idée du socialisme, réussir à conquérir au parti d'inspiration et d'orientation socialiste, la majorité des ouvriers et des travailleurs.

Nous avons réussi à résoudre ce problème en Italie; nous y avons réussi sur le plan idéal et sur le plan politique. Nous y avons réussi sur le plan idéal car c'est un fait indéniable que la majorité des ouvriers en Italie a une conscience socialiste, même si tous ne savent pas comment on arrive à réaliser le socialisme et qu'est-ce que le socialisme signifie dans ses réalisations.

Parti d'orientation socialiste, parti qui lutte pour le socialisme, est notre parti; de même, le Parti Socialiste Italien est un parti qui lutte pour le socialisme; ces deux partis sont unis par une alliance que personne ne réussira plus à briser dans notre Pays. Et c'est grâce à cette solide alliance que nous et les socialistes, ensemble, nous aurons réussi à résoudre le problème politique de l'unité de la classe ouvrière dans la lutte pour ses propres intérêts immédiats et pour la rénovation socialiste de la société. C'est là un fait, messieurs de la conservation sociale: vous ne pouvez pas le nier, ni le détruire.

Vous pourriez peut-être que le destin n'inflige pas à notre Pays une perspective de régime — déchaîner encore une fois contre les ouvriers d'avantgarde et contre les masses des travailleurs des vagues de réaction effrénées; vous pourriez vous grouper en d'innombrables alliances contre la classe ouvrière avec les groupes les plus réactionnaires de l'impérialisme international; vous pourriez faire cela, vous pourriez faire peser sur notre pays la menace de journées les plus ténébreuses et les plus sombres, et même la menace d'une guerre qui détruirait la plus grande partie de notre civilisation; tout cela vous pouvez le faire, mais tout cela ne vous donnera, dans cette direction, aucun résultat.

Togliatti affirme ensuite qu'aujourd'hui en Italie est en train de suite une profonde crise qui a avant tout un caractère économique, puis politique, et en même temps moral. Et c'est à travers le développement des éléments de cette crise que nous sentons se créer et s'accroître, dans tous les groupes des citoyens, de quelque façon qu'ils soient orientés, la confusion, l'incertitude, le pessimisme, la perplexité, la peur, la crainte de l'avenir, et même temp la crainte d'événements graves qui pourraient détruire encore une fois les bases mêmes de notre société.

Tout le monde sent la crise économique; mais ce que tous sentent peut-être de la façon la plus aigue c'est qu'en ce moment de crise économique la nation n'a pas une guide sûre, il n'y a personne à la tête du Pays qui dise avec calme les mots qui doivent être dits, qui montre les objectifs qui doivent être atteints.

Togliatti rappelle à ce propos qu'au lendemain des inondations les journaux gouvernementaux eux-mêmes publièrent des avertissements symptomatiques pour qu'on suspende les dépenses

extraordinaires pour le réarmement et qu'on concentre au contraire toutes les ressources nationales pour la réparation des dommages. Le Pays entier attendait que les responsables de la politique gouvernementale se fussent placés sur le chemin de la reconstruction. Au contraire il n'est rien arrivé de cela; en plus, celui qui dirige la politique nationale a cherché à accomplir à ce moment-là des actes tendant à souligner clairement qu'il mène la politique des impérialismes étrangers; et il a commencé à faire des promenades à l'étranger, d'un côté à l'autre, en négligeant même son devoir qui était de poser les questions fondamentales qui surgissent d'une réalité tragique; non, il allait prendre les ordres des américains, pour savoir combien de nouvelles centaines de milliards l'Italie devait-elle jeter dans l'abîme du réarmement, pour les intérêts d'un impérialisme étranger, et ceux qui avaient fait entendre une voix de sagesse ont les a fait taire (il y a plusieurs moyens de faire taire une voix qui dérange). Ce qui devait être dit n'a pas été dit, ce qui devait être fait n'a pas été fait.

C'est pour cela qu'aujourd'hui, sur le problème fondamental qui se présente devant les Italiens, personne ne sait quelle est l'orientation, la direction dans laquelle nous allons. Est-ce que les dommages provoqués par l'inondation seront réparés? Est-ce qu'on reconstruira les barrages du Pô? Est-ce qu'on emploiera dans la Vallée du Pô, dans les collines calabraises, dans les plaines de la Sicile, dans les villages sardes, les milliards nécessaires afin que les citoyens italiens puissent revenir sur leur terre, puissent revenir travailler, et avoir encore une maison, et créer de nouvelles richesses? Nous n'en savons rien. Et je laisse de côté d'autres aspects de la situation économique que nous avons devant nous.

Et ainsi nous sentons qu'au sein même des partis qui ont la responsabilité de cette confusion il y a une sorte de conscience du mal qu'ils sont en train de faire, la conscience qu'ils commettent quelque chose qui par rapport aux intérêts de toute la Nation ne peut être qualifiée que comme un crime. C'est pour cela que vous voyez une espèce de chaos au sein du parti clérical de majorité: un courant de gauche a disparu, un courant de droite vient de sortir de l'ombre, et pour lutter contre ce courant de droite voilà deux nouveaux groupes qui sont en train de se constituer, voilà d'autres journaux qui paraissent.

La même crise se manifeste dans le parti social-démocrate. Bien qu'il ait été révélé au Congrès de Bologne quels chefs social-démocrates ne sont pas capables d'interpréter les sentiments et les aspirations des masses laborieuses, on a senti qu'au sein des groupes de travailleurs qui suivent encore le parti social-démocrate, la conviction se diffuse que l'on ne peut pas aller de l'avant de cette façon et qu'il faut que ça change si l'on ne veut pas tomber de plus en plus bas. Naturellement, cela n'a aucune valeur pour les chefs social-démocrates: il n'y a jamais chez eux une étincelle, un éclair qui puisse se montrer comme une tentative de se mettre en contact avec l'état d'âme et les exigences du pays et de donner une contribution pour améliorer la situation dans l'intérêt de tous.

Et à côté de cela il y a une crise morale, une crise de manque de confiance chez les groupes les plus proches des intellectuels et chez les intellectuels eux-mêmes; c'est-à-dire que cette crise est plus sensible chez ceux qui sont habitués à raisonner plus attentivement sur la façon dont les événements se produisent; et cette crise s'étend au fur et à mesure dans de vastes couches des masses populaires.

Cette crise morale dérive d'un fait fondamental: le gouvernement qui dirige la vie nationale a non seulement négligé, mais méprisé et foulé aux pieds la Constitution italienne.

La Constitution n'est pas seulement une loi, elle n'est pas seulement un ensemble de règles les rapports entre les deux secteurs du parlement, entre les différents pouvoirs de l'Etat; non, une Constitution comme la notre, faite par un Pays qui a traversé une crise si profonde, est avant un acte moral, elle est la base de la moralité publique. Notre Constitution n'a jamais dit que nous devions avoir un gouvernement qui pense que sa tâche principale soit de mener par tous les moyens et en gaspillant l'argent de l'Etat une lutte contre la partie avancée de notre peuple. Notre Constitution est inspirée par un esprit unitaire parce qu'elle

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

prévoit des réformes dans l'organisation de la production, dans l'industrie, dans l'administration de la propriété elle-même, des réformes qui ne peuvent être réalisées qu'en se basant sur l'unité des classes laborieuses et des partis qui les dirigent, qui en expriment les aspirations et les idéaux.

Notre Constitution n'a jamais dit que les libertés des citoyens doivent être à la merci d'un fonctionnaire de police.

Notre Constitution n'a jamais dit qu'il n'est pas possible aujourd'hui de distinguer un fonctionnaire de police d'un criminel, comme il a été prouvé par le procès des bandits siciliens, et par une éclatante sentence d'une Cour d'Assises de la République!

Tout cela crée une crise morale dans le Pays. Mais comment la conscience des citoyens ne devait-elle pas se révolter quand, après que le campagne a conduit une campagne stupide pour moraliser un des domaines de notre vie publique où il y a le plus de confusion et de honte - celui de la déconciation des revenus par les riches - en annonçant qu'on aurait enfin mis un terme à la honte du fait que les riches en Italie ne paient pas d'impôts ou ne les paient que très partiellement, on voit que non seulement les choses continuent à aller comme auparavant, mais qu'elles se montrent à la lumière du jour parce que les grands riches, les grands industriels, les grands propriétaires des entreprises monopolistes, se sont sifflés de la loi, et continuent, selon la loi, à ne pas dénoncer leurs biens?

Comment la conscience des citoyens ne devrait-elle pas se révolter quand à l'assemblée de ces fraudeurs du fisc - donc, à cette assemblée de voleurs - vont faire leur hommage trois, quatre, cinq, ministres, et devant ces ministres le chef des fraudeurs du fisc prononce un discours dans lequel il prend la défense des voleurs? Comment la conscience publique ne pourrait-elle pas ne pas s'insurger quand les ministres participant à cette assemblée, au lieu d'appeler la police et de faire emprisonner l'orateur lui font même des compliments, lui cèdent les bottes, en donnant ainsi la preuve au Pays qu'ils ne sont pas des gouvernants, des membres du gouvernement, des ministres, mais les laquais de ces voleurs de l'argent public?

Cette crise a essentiellement trois causes. En premier lieu le fait que l'action de ce gouvernement n'est pas directement, immédiatement, inspirée par l'intérêt national, mais avant tout par l'intérêt de puissances étrangères et ensuite par l'intérêt d'une clique gouvernementale de cléricaux à ne pas se laisser échapper le pouvoir à aucun prix.

La seconde raison de la crise réside dans le fait que l'action gouvernementale ne tient pas compte des intérêts généraux de tous les citoyens qui vivent de leur travail, mais qu'elle s'oriente selon l'intérêt exclusif de petits groupes de privilégiés.

Et enfin, dernière cause de la crise que nous sommes en train de traverser est que l'action du gouvernement est essentiellement inspirée par l'intention de briser l'unité de la Nation en concentrant le feu d'une campagne honteuse menée par tous les organes du gouvernement, contre la classe ouvrière, contre tout ce qui appartient au camp du peuple qui s'organise, marche en avant, revendique et travaille à réaliser ses aspirations et ses idéaux.

Naturellement, le gouvernement est obligé de cacher toutes ses responsabilités, et voilà l'ignoble campagne de mensonges, de trucs, de mépris de l'opinion publique qui est menée par les autorités gouvernementales à propos des aides économiques que l'Italie aurait reçus. Oui, l'Amérique a envoyé quelque chose en Italie, mais nous savons qu'elle l'a fait avant tout pour sauver de la crise certains secteurs de sa production; et puis nous savons que la façon dont ces aides ont été envoyées, et la façon dont elles ont été administrées nous ont amenés à une situation économique qui est beaucoup plus grave que celle qui existait avant l'arrivée de ces aides.

Et puis, il y a le grand mensonge de l'agression soviétique dont nous serions menacés et dont pour nous défendre nous devrions jeter dans le gouffre de la préparation militaire des centaines de milliards, c'est-à-dire les sommes dont le peuple a besoin pour liquider la misère dans laquelle il se trouve actuellement.

L'agression soviétique! Mais où est-elle l'agression soviétique! Quand y-a-t-il eu de la

part de l'Union Soviétique un acte hostile contre nous? L'Union Soviétique, quand nous avons été frappés par un désastre national, nous a envoyé avec une générosité immédiate une aide dont la valeur atteint plusieurs centaines de millions de livres italiennes, en montrant ainsi qu'elle nourrissait à l'égard de notre peuple, de l'Italie, que des sentiments de bienveillance et de sympathie. Mais nos gouvernements, le jour même où arrivait dans le port de Gênes, un navire soviétique qui apportait cette aide, ont fait afficher sur les murs de toutes les villes d'Italie une ignoble affiche qui contenait une indigne caricature du camarade Staline.

Ces gens-là parlent d'une agression soviétique! Ils ne sont même pas capables de nourrir dans leur cœur le sentiment de la reconnaissance! Tout ce qu'ils disent, tout ce qu'ils accomplissent sur ce terrain, prouve que dans leur cœur il n'y a que la haine contre l'Union Soviétique, contre les pays qui ne sont capitalistes, contre les pays qui sont gouvernés par les travailleurs et qui vont de l'avant sur le chemin du socialisme sans se préoccuper de la haine de ces pauvres gouvernants de notre Pays!

Devrions-nous peut-être réarmer pour repousser à coups de canon un navire provenant d'Union Soviétique et nous amenant des secours? C'est peut-être chaque Mr De Gasperi désire et c'est ce que désire sans doute l'ambassadeur américain en Italie.

Devrions-nous peut-être réarmer pour que la communauté atlantique puisse envoyer, comme Churchill l'a demandé au Congrès américain des troupes contre le peuple égyptien, arabe, malais, chinois? Voilà où est l'agression!

Il y a une partie de l'Europe qui précipite de plus en plus vers la dégradation économique et politique, vers une profonde crise morale, et, en dernier ressort, vers la ruine. Voilà la réalité, et c'est dans cette situation, qu'il nous revient, à nous, à la classe ouvrière à la tête de laquelle nous nous trouvons avec les socialistes, la tâche de nous intéresser profondément à la situation et de montrer au Pays tout entier quel pourrait être aujourd'hui le moyen de se sortir de cette situation, moyen qui devrait être employé des maintenant, mais qui qu'il sera de plus en plus inévitable d'employer quand les symptômes des crises dont j'ai parlé s'accumuleront et s'aggraveront.

Nous avons aujourd'hui à la tête de la Nation une clique inepte qui maintient son pouvoir par la fraude et la violence, en exerçant une pression sur la conscience des citoyens avec le soutien d'un impérialisme étranger au cours des consultations électorales. Nous devons nous sortir de cette situation et nous devons le faire avec le moins de dommages possible pour l'Italie, et je répète ici en partie le raisonnement que je fis en 1944 en parlant dans cette ville, pour montrer le chemin qu'à ce moment-là je pensais qu'il fallait prendre, et qui fut pris en effet. Il faut trouver un terrain d'entente sur lequel on puisse grouper le plus grand nombre possible d'Italiens, de forces sociales et politiques, et, en se basant sur ce point d'appui, réussir à aller de l'avant.

Alors on affirma que je raisonnai d'une façon un peu trop simple, simpliste même; mais ce furent les choses qui imposèrent à notre Pays de prendre ce chemin-là. Et bien, aujourd'hui aussi je voudrais que nous fassions un effort dans le même sens, un effort de simplicité, un effort pour nous faire comprendre par tous, pour permettre à tous de comprendre qu'il faut changer de chemin et qu'il est possible de prendre un nouveau chemin.

Quand nous parlons d'une détente - et au cours d'une intervention au Comité Central de notre Parti j'ai montré certaines conditions permettant une détente - au fond qu'est-ce que nous revendiquons? Que demandons-nous? Nous demandons que l'intérêt de la Nation soit placé au-dessus de tout, et non pas l'intérêt de forces impérialistes étrangères. Nous demandons que la Constitution de la République soit placée au-dessus de tout, et que la Constitution soit respectée par tous, depuis le Président du Conseil jusqu'au dernier fonctionnaire de police et dernier citoyen. Nous demandons qu'on place au-dessus de tout la nécessité d'une collaboration entre toutes les forces saines du Pays, qui sont essentiellement les forces du travail. Nous demandons la liquidation de toutes les campagnes de mensonges qui tendent à semer dans le peuple italien de la haine contre les peuples de l'Union Sovi-

XVI

RESTRICTED CONTROL

tiqne, contre les pays de démocratie populaire, contre le peuple chinois. Nous demandons qu'on liquide avant tout la campagne de mensonges et de discrimination contre les citoyens qui sont assez intelligents pour comprendre que les choses vont mal aujourd'hui et qui réclament une politique nouvelle.

Nous demandons qu'en plaçant ces choses au-dessus de tout, on crée une base solide à laquelle puissent se grouper de différents mouvements politiques et de différents groupes sociaux et que, partant de cette base, on reprenne le travail que nous avons commencé en approuvant la Constitution Républicaine et qui doit être un travail de réforme et de rénovation de notre société, de ses structures économiques, de ses mœurs politiques et morales.

Voilà l'appel que nous lançons et encore une fois c'est un appel à comprendre les intérêts de la Nation et à unir les meilleures forces qui existent dans notre Pays. Et je suis bien content de répéter cet appel ici, dans la ville de Naples, capitale du Midi, parce que je sais que le Midi est particulièrement sensible à un appel de ce genre pour plusieurs raisons: parce que les gens ici, plus que les habitants d'autres régions du Pays, ont souffert à cause de la politique malheureuse et criminelle des classes dirigeantes privilégiées, et puis aussi parce que, étant donné la faiblesse des structures capitalistes dans cette partie de l'Italie, les hommes, même s'ils appartiennent à des groupes sociaux différents, ici, dans les villes et les campagnes méridionales, ils réussissent plus facilement que dans d'autres régions à trouver la possibilité de se rapprocher les uns les autres, de parler entre eux, de discuter fraternellement entre eux, de se comprendre, de se mettre d'accord. C'est pour cela que notre politique d'unité en 44 à Naples eut un écho si grand.

Le Midi a toujours souffert plus que d'autres régions, et il souffre aujourd'hui à cause de la politique qui est menée par le gouvernement clérical, plus que toute autre région de l'Italie. C'est-à-dire que la question méridionale subsiste encore. Mais elle est entrée dans une phase nouvelle grave à nous les communistes, à nous les socialistes, grâce à Antonio Gramsci qui a axé sa pensée politique sur la question méridionale. Elle se pose aujourd'hui de façon nouvelle car, grâce à notre travail, un programme pour sa solution a été élaboré, un programme qui unit les efforts pour réaliser une réforme agraire dans le Midi avec un effort pour réussir à industrialiser le Midi et donc à moderniser toute la vie de ces régions. Ce programme est connu par des centaines de milliers d'hommes qui savent que sur ce chemin on pourrait changer de façon profonde les conditions de leurs régions.

Mais la question méridionale est entrée aujourd'hui dans une nouvelle phase parce que grâce à notre action, à l'action du Parti Socialiste des syndicats qui s'organisent dans la CGT, une nouvelle force est entrée sur la scène de ces vieilles régions: l'organisation de masse des travailleurs du Midi, des ouvriers des billes, des salariés agricoles, des paysans sans terre, de la petite et moyenne bourgeoisie, des intellectuels. Les hommes du Midi ont compris que leur sort ne dépendait pas de la compréhension et de l'acceptation ou non des propositions des quelques hommes de cœur et d'esprit comme il y en eu dans le passé, mais qu'elle dépend de leur action, du fait qu'ils s'organisent, qu'ils savent combattre, et qu'ils relient leurs revendications à un programme général de rénovation de toute la politique nationale.

C'est pour cela que je suis profondément convaincu que l'appel que nous lançons à la réalisation d'une unité de forces politiques nationales et démocratiques pour changer l'orientation de la politique actuelle de notre Pays sera accueilli dans le Midi avec un intérêt particulier, qu'il aura ici un écho particulier. Mais c'est surtout à vous, camarades communistes, ici à Naples, dans la Campania, dans tout le Midi, de réussir à accomplir le travail nécessaire pour que cet appel soit compris et pour qu'il ait des conséquences positives dans le développement de la vie de la Nation toute entière.

Quand j'entends dire que le nombre des membres de notre Parti a augmenté et qu'il continue d'augmenter, je suis très satisfait, et vous tous vous vous sentez pleins d'une juste satisfaction. Mais il faut se demander chaque fois: est-ce que chacun des deux millions cinq-

cent mille travailleurs qui sont dans les rangs ont fait tout ce qui est nécessaire pour faire arriver notre parole à l'oreille de défiance, de paix, surtout au elle peut arriver? Et ce que chacun de deux millions et demi d'hommes et de femmes, qui sont dans nos rangs ne pourrait-il pas avoir chez lui, dans son contact, avec des hommes, de jeunes, des femmes qui ont encore éloigné de nous pour les convaincre qu'il ne que nous demandons est juste que nous travaillions et nos contributions pour le bien de notre peuple? C'est cela que nous devons faire tous ensemble.

Je salue tous les démocrates qui existent à cette réunion de la semaine pour leur présence, mais en même temps je les invite à travailler dans l'unité pour être plus forts, pour avoir de nouveaux liens avec d'autres hommes, pour créer une unité démocratique, une unité de forces qui collaborent pour des objectifs communs. Nous nous réunissons autour de notre drapeau, le drapeau des Partis communiste et socialiste, amis et frères, l'unité de la partie fondamentale de la classe ouvrière sur un programme politique orienté vers le socialisme, nous devons être à même maintenant de faire un pas au-delà, en réalisant, sur la base de cette unité, la collaboration du plus grand nombre possible de forces démocratiques qui existent dans notre Pays. Naturellement, la méthode pour résoudre cette question est différente de celle que nous avons employé pour résoudre la première question. Il ne s'agit pas seulement d'alliances entre Partis, mais d'essayer de créer une compréhension réciproque et une entente, grâce à laquelle, même en faisant chacun son propre chemin, on comprenne que nous nous trouvons aujourd'hui, en une des périodes où il nous faut tous ensemble combattre contre un ennemi commun, quand nous aurons réussi à vaincre l'ennemi, quand nous aurons gagné, nous aurons réalisé l'unité et la collaboration pour la lutte contre cet ennemi, vous serez plus forts, vous nos amis, les démocrates, et nous nous sentirons plus forts nous aussi. C'est le peuple italien tout entier qui sera plus fort, plus libre, plus heureux, parce qu'il aura fait de nouveaux pas en avant sur le chemin de sa propre rédemption.

Renforçons donc encore notre Parti, ouvrons les portes de notre Parti à tous les bons ouvriers, à tous les bons travailleurs, et discutons de même temps avec tous les bons citoyens qui veulent comprendre en bonne foi les raisons de notre lutte.

Si l'on examine les chiffres électoraux on arrive à la conclusion qu'il y a déjà aujourd'hui en Italie au sein de la population active une majorité qui accepte notre programme de liberté, de bien-être, de paix. Et bien, nous devons faire en sorte que cette majorité s'exprime de façon organisée, sous les formes les plus opportunes pour organiser la collaboration entre des forces qui ont un caractère et une orientation différente mais qui sentent toutes la nécessité de se grouper pour un objectif commun. Voilà la tâche qui doit particulièrement être assignée à notre Parti au cours de la nouvelle année. Travaillons dans cette direction, parce qu'il s'agit de la direction juste, parce que c'est la direction qui nous amènera à de nouvelles victoires.

RENFORÇONS LE TRAVAIL DE L'ASSOCIATION ITALIE-URSS - Giuseppe Beria
(Article paru sur le «Cahier de l'activiste» le 1er janvier 1952).

L'Association Italie-URSS a à peine clôturé le Mois de l'Amitié italo-soviétique par des milliers de manifestations de caractère différent, la plus importante desquelles a été, sans aucun doute, la Conférence d'information sur la pédagogie et sur l'école soviétique qui s'est tenue à Sienne les 8 et 9 décembre. En dressant le bilan du «Mois» on peut, sans aucun doute, conclure que l'Association s'est encore développée davantage et a étendu sa propre activité. Cependant les progrès réalisés ne correspondent pas encore aux possibilités qui existent dans tous les domaines. L'antioviétisme est devenu l'arme fondamentale des forces réactionnaires, l'arme au moyen de laquelle ils cherchent de frapper durement le parti et les organisations demo-

RESTRICTED CONTROL
U. S. OFFICIALS ONLY

cratiques. Réussir à démontrer le caractère profondément antinational de cette action, populariser la politique de paix et les conquêtes du socialisme en Union Soviétique n'est pas seulement la tâche de l'Association Italie-URSS mais celle de toutes les organisations démocratiques, de toutes les organisations de masse qui, plus elles feront leur travail de manière toujours plus profonde et continue, plus elles réussiront à remplir amplement cette tâche.

De ce point de vue ont une grande importance les adhésions collectives que les diverses organisations de masse donnent à l'Association, provincielement et localement. Pour le moment nous sommes seulement au début de cette importante forme d'activité. Par exemple, à Florence, l'UDI provincial, la Fédération provinciale des Coopératives et le Secrétariat de la Bourse de Travail ont donné leur adhésion collective à l'Association. La Fédération provinciale des Coopératives de Florence a pris une très bonne initiative en envoyant, à l'occasion de l'envoi des secours soviétiques pour le Polésie, une circulaire à toutes les coopératives de la province pour demander des adhésions collectives à l'Italie-URSS. Pourquoi les autres organisations coopératives ne suivent pas cette exemple? Pourquoi dans les autres provinces sont très peu nombreuses les adhésions collectives, parvenues des Bourses de Travail, des organisations syndicales, de l'UDI, de l'AIT, de la FGCI, de l'UIEP etc? Un autre bon exemple nous est fourni toujours par la Toscane et précisément de Fiesole avec les adhésions collectives de la Commission Interne de l'usine Iva, du syndicat des dockers, du Conseil de Gestion de «La Magona d'Italia» et de la Bourse cantonale de Travail. Et c'est tout. Ni Gênes, ni Turin, ni Milan, ni Bologne, ni Modène, ni Reggio, ni Sienne, ni Livourne, ni Rome, ni Naples: en bref, aucun des centres importants a commencé à travailler sérieusement dans ce domaine. Il est clair que si l'Association veut se développer, les adhésions collectives doivent se compter dorénavant par centaines.

Les Syndicats, l'UDI, les Coopératives, les organisations culturelles et sportives, en liaison avec l'Association, et sur la base du matériel que l'Association peut procurer, doivent faire connaître la réalité soviétique surtout sur les problèmes spécifiques intéressent chacune de ces organisations.

L'Association est une organisation de masse complètement indépendante qui développe son organisation d'une manière autonome et qui élabore sa politique et ses directives du travail d'une manière indépendante. Cependant, il est clair qu'elle ne peut pas réaliser largement sa fonction si les organisations régionales et provinciales du Parti communiste et du Parti socialiste, et les organisations de base de ces deux partis, n'apportent pas une plus grande aide aux camarades qui travaillent dans l'As-

sociation. La question de la préparation d'un groupe dirigeant actif capable qui mène une activité continue dans chaque province doit être résolue avec l'aide des deux partis dans les provinces où la question n'a pas encore eu une solution satisfaisante.

Pour 1952 l'Association s'est posée les objectifs suivants: à la fin de février aura lieu une Conférence Nationale sur la vie des usines dans l'URSS qui groupera des milliers de délégués à Turin et qui devra servir comme point de départ à une large popularisation dans toute l'Italie des conditions de vie et de travail des ouvriers soviétiques. Pour la fin du printemps prochain deux autres grandes Conférences sont prévues: conférences d'ampleur nationale: l'une sur la maternité et l'enfant en URSS et l'autre informative sur les résultats obtenus en URSS dans le domaine agro technique et agro-biologique. Enfin, en automne, aura lieu le second Congrès National de l'Association Italie-URSS.

Sur la base de cette activité et de l'activité générale, soit propagandiste, soit culturelle de l'Association, on devra donner un grand élan au recrutement, soit sous forme d'adhésion individuelle soit sous forme d'adhésions collectives que les organisations de base des différentes organisations de masse qui travaillent en commun avec l'Association Italie-URSS devront donner à l'Association recevant en échange, non seulement le matériel publié par l'Association et par les Maisons d'édition soviétiques qui les intéressent de plus, mais aussi tout le matériel (Expositions, films pour projection avec lanterne magique), qui les intéresse directement. Il faut donner à la campagne de recrutement une grande ampleur et une grande importance et en même temps il faut se préoccuper, non seulement de la quantité, mais aussi de la qualité des adhésions que l'on peut obtenir en s'orientant de manière spécifique vers les couches sociales qui sont plus intéressées à l'amélioration des rapports culturels entre l'Italie et l'Union Soviétique.

Il faut que toutes les organisations de base de l'Association fixent immédiatement leur plan de travail pour 1952 avec l'aide des partis et des organisations de base, et établissent des maintenant les objectifs qui devront être atteints, surtout en ce qui concerne le recrutement et les adhésions collectives.

Toutes les organisations du Parti, toutes les organisations de masse doivent se poser comme but plus important, dans leur plan général de travail pour cette année, de renforcer et d'étendre l'Association Italie-URSS dans leur province. L'Association devra devenir une organisation de masse capable de réussir à avoir un poids effectif dans la vie politique du pays pour l'amélioration des rapports entre l'Italie et l'URSS, pour l'amitié, la compréhension et la sympathie réciproque entre les deux peuples, pour la défense et le renforcement de la cause de la paix.

RESTRICTED CONTROL

U. S. OFFICIALS ONLY